

Regards sur la République Populaire Socialiste d'Albanie

V. MITRUSHI

POUR LE MIEUX-ETRE DE TOUS

SOMMAIRE :

I. Introduction (p. 2)

II. Notre révolution et les transformations socialistes (p. 3)

1. La prise du pouvoir politique par la classe ouvrière et la transformation des moyens de production en propriété collective — loi générale objective pour le passage du capitalisme au socialisme et pour l'amélioration du bien-être des masses (p. 3)
2. La réforme agraire — base pour le développement de la campagne dans la voie du socialisme (p. 3)
3. Le développement planifié et harmonieux, nécessité objective de la construction du socialisme et de l'élévation du niveau de vie des masses (p. 4)
4. L'industrialisation socialiste, ses effets sur le progrès général du pays et sur le mieux-être de la population (p. 5)
5. L'Albanie socialiste a assuré son pain dans le pays (p. 6)

III. Le mieux-être des masses travailleuses - loi fondamentale du socialisme (p. 7)

1. L'action et les exigences de la loi économique fondamentale du socialisme (p. 7)
2. La stabilité économique et les principaux indices de l'élévation du bien-être (p. 10)
3. La baisse des prix, autre facteur de l'accroissement du bien-être des masses (p. 11)
4. Le peuple ne paye aucune sorte d'impôt (p. 14)
5. De nouveaux logements commodes. Le loyer, symbolique, ne représente que 1,5% à 3% des dépenses d'une famille (p. 15)

IV. La réalisation des droits constitutionnels socio-économiques des citoyens — autre facteur très important du mieux-être général (p. 16)

1. L'application révolutionnaire de la loi économique socialiste de la répartition selon le travail. Le rapport entre les bas et les hauts salaires est de 1:2 (p. 16)
2. En Albanie socialiste il y a du travail pour tous. La classe ouvrière est la classe dirigeante de la société (p. 19)
3. L'enseignement général et l'enseignement pour les travailleurs — grande victoire du peuple (p. 22)
4. L'assistance médicale et gratuite pour le peuple (p. 24)
 - a) La lutte contre les maladies contagieuses (p. 25)
 - b) Le bien-être de la mère et de l'enfant (p. 26)
 - c) Les mesures préventives et prophylactiques se sont intensifiées (p. 27)
5. Après le travail — les loisirs (p. 27)
6. La sécurité sociale pour tout le peuple, garantie par l'Etat (p. 31)
 - A. Les principes fondamentaux de la loi sur les assurances sociales (p. 31)
 - B. Les prestations en argent en cas de maladie ou d'accident (p. 33)
 - C. La sécurité sociale pour la mère et l'enfant (p. 34)
 - D. La retraite, important problème social (p. 35)
 - a) Vieillesse active et assurée (p. 36)
 - b) La pension d'invalidité (p. 37)
 - c) La pension familiale (p. 38)
 - d) Les pensions pour mérites particuliers (p. 38)
 - e) La sollicitude pour les personnes privées de tout soutien (p. 38)

V. Indices démographiques des plus élevés au monde (p. 40)

Edition électronique réalisée par Vincent Gouysse à partir de l'ouvrage publié en 1978 à Tirana aux éditions 8 Nëntori.

WWW.MARXISME.FR

I — INTRODUCTION

« L'Albanie est une République Populaire Socialiste » (Article 1^{er} de la Constitution de la RPSA)

L'Albanie, se situe au sud-ouest de la péninsule balkanique. Elle couvre une superficie de 28.748 km² et elle compte une population d'environ 2.500.000 habitants. Le peuple albanais est très ancien et il a des traditions millénaires. La voie qu'il a parcourue a été longue et glorieuse. Au cours de son histoire millénaire le peuple albanais s'est vu contraint de lutter contre des envahisseurs étrangers, nombreux et puissants, ainsi que contre les classes exploiteuses et dominantes, contre les féodaux et la bourgeoisie du pays afin de conquérir la liberté, la démocratie et l'indépendance nationale, et de s'assurer une vie meilleure. A travers une lutte séculaire, au prix de combats, d'efforts et de sacrifices sans nombre, le peuple albanais a réussi, comme chacun sait, à tenir tête à toutes les tentatives de ses ennemis pour l'anéantir en tant que peuple et nation et il a su préserver vaillamment sa langue, ses coutumes et ses bonnes traditions séculaires.

« Le peuple Albanais — a dit le camarade Enver Hoxha — s'est frayé son chemin dans l'histoire, l'épée à la main ».

Mais malgré sa lutte, ses efforts et ses grands sacrifices du passé le peuple albanais ne put conquérir sa liberté et une véritable indépendance. La bourgeoisie et les féodaux qui accédèrent au pouvoir, ne pouvaient, en raison de leurs intérêts de classe, poursuivre l'oeuvre lumineuse des patriotes de la Renaissance nationale. La clique féodalo-bourgeoise, en appliquant la politique antipopulaire de la porte ouverte brada la liberté et l'indépendance de la nation et prépara la situation pour la future invasion de l'Albanie par l'Italie fasciste, qui eut lieu le 7 avril 1939.

Mais le peuple albanais n'a jamais plié l'échine. Défendant fièrement ses droits et toujours inflexible, il tint tête vaillamment et victorieusement à la domination de l'occupant et des cliques au pouvoir. Les armes à la main, il s'est battu pendant des siècles pour la liberté, la démocratie et la terre. Durant la Seconde Guerre mondiale, l'Albanie, bien que trahie par les classes dominantes, refusa de se soumettre à l'occupation fasciste italienne et plus tard à l'occupation nazie.

Sous la conduite du Parti communiste d'Albanie (aujourd'hui le Parti du Travail) qui fut fondé le 8 novembre 1948 par les communistes albanais avec à leur tête le camarade Enver Hoxha, le peuple albanais se souleva et, uni dans le Front de libération nationale, les armes à la main, s'engagea dans la plus grande lutte de son histoire pour la libération nationale et sociale. C'est dans le feu de la lutte pour la liberté et sur les ruines de l'ancien pouvoir que fut érigé le nouvel Etat albanais de démocratie populaire, en tant que forme de la dictature du prolétariat. Dans les conditions du pouvoir populaire, et sous la direction du Parti de la classe ouvrière, l'Albanie a été le théâtre de grandes transformations économiques et sociales. Le pays est sorti de son retard séculaire et s'est doté d'une industrie et d'une agriculture avancées. Le travail libre de nos travailleurs est devenu le facteur décisif de l'épanouissement de notre Patrie socialiste, de l'élévation du niveau de vie général et individuel. Notre presse rapporte souvent les chaleureuses impressions sur les réalisations du socialisme en Albanie de nos amis venus de tous les coins du monde ainsi que de nos compatriotes qui, de retour dans leur Patrie après de nombreuses années, se réjouissent des victoires qui y ont été remportées.

Ces conquêtes du peuple albanais ont été incarnées dans la nouvelle Constitution de la République Populaire Socialiste d'Albanie, qui fut adoptée le 28 décembre 1976 par l'Assemblée populaire.

La Constitution de la République Populaire Socialiste d'Albanie est un clair tableau des transformations et des conquêtes imposantes réalisées par notre peuple depuis la Libération ; elle reflète la nouvelle étape de la construction intégrale de la société socialiste. Elle incarne de la meilleure façon les enseignements fondamentaux du marxisme-léninisme, soutenus et appliqués résolument par le Parti du Travail dans les conditions du pays. La Constitution de la République Populaire Socialiste d'Albanie témoigne clairement que la dictature du prolétariat constitue une véritable et la plus large démocratie pour les masses travailleuses, et elle garantit aux citoyens les libertés et droits démocratiques multiples dont ils jouissent effectivement.

Ce sont précisément les conquêtes réalisées par le peuple albanais, en particulier dans le domaine de l'élévation du niveau de vie, qui seront le sujet de cette brochure.

II — NOTRE REVOLUTION ET LES TRANSFORMATIONS SOCIALISTES

« L'économie de la République Populaire Socialiste d'Albanie est une économie socialiste, fondée sur la propriété socialiste des moyens de production. En République Populaire Socialiste d'Albanie, il n'y a pas de classes exploiteuses, la propriété privée et l'exploitation de l'homme par l'homme ont été abolies et sont interdites. » (Article 16 de la Constitution)

1 — La prise du pouvoir politique par la classe ouvrière et la transformation des moyens de production en propriété collective — loi objective pour le passage du capitalisme au socialisme et pour l'amélioration du bien-être des masses.

Le passage du capitalisme au socialisme, puis au communisme et le mieux-être des masses se réalisent à travers le renversement, par la révolution violente, de la superstructure de l'Etat féodalo-bourgeois et l'instauration du nouveau pouvoir prolétarien, de la dictature du prolétariat, sous la direction de la classe ouvrière et de son Parti marxiste-léniniste.

La classe ouvrière, à la tête des masses travailleuses, sous la conduite du Parti communiste d'Albanie, (actuellement Parti du Travail d'Albanie) s'est servie du pouvoir politique comme d'un moyen pour réaliser ses plus hautes aspirations, assurer son entière libération politique, idéologique, économique et sociale, et se construire une vie meilleure, sans oppression ni exploitation. Dans ce but, dès le lendemain même de la libération du pays, le 29 novembre 1944, d'importantes mesures révolutionnaires d'ordre économique et social, ont été prises, qui ont détruit de fond en comble la base économique et sociale du pouvoir politique des classes exploiteuses et établi la base économique et sociale du nouveau régime, créant ainsi les conditions nécessaires pour l'élévation du niveau de vie.

Dès le début, l'Etat instaura son contrôle sur la production et la répartition de la production industrielle des entreprises privées et des sociétés albanaises et étrangères par actions, qui était en même temps une forme de contrôle ouvrier. Ce contrôle fut exercé par un commissaire nommé à cette fin par l'état auprès de chaque entreprise. Le commissaire était aidé dans son action par les ouvriers et leurs organisations des unions professionnelles, créées au lendemain de la libération du pays, le 11 février 1945. L'établissement de ce contrôle revêtit une grande importance en ce qu'il permit de prévenir la spéculation et le marché noir, et joua un rôle déterminant en préparant les conditions à la nationalisation de toutes les entreprises du pays.

Pour les nécessités de la reconstruction et du redressement économique du pays il fut procédé à la réquisition et au blocage de diverses marchandises, notamment des matériaux de constructions, des denrées alimentaires, pharmaceutiques, des carburants, qui étaient indispensables à l'économie populaire et à l'armée. Les prix des marchandises furent fixés par l'Etat. L'impôt extraordinaire sur les bénéfices de guerre institué par la Présidence du Conseil, antifasciste de libération nationale le 13 janvier 1945, fut une mesure très importante qui limita et frappa sévèrement les éléments capitalistes et spéculateurs, et assura des rentrées considérables au budget de l'Etat.

Une autre mesure des plus importantes, de caractère anti-impérialiste et antifasciste, fut l'annulation des accords économiques que le régime antipopulaire de Zogu avait conclus avec les Etats impérialistes, la confiscation des biens des occupants italiens et allemands, la nationalisation des biens des capitalistes étrangers, la nationalisation des banques et la création d'une seule banque d'Etat, l'établissement du monopole d'Etat sur le commerce extérieur, etc., etc.

Au lendemain de la Libération, il fut procédé à l'expropriation des expropriateurs sans aucune indemnité.

Outre l'importance politique de cette mesure et l'influence qu'elle exerça sur la consolidation du pouvoir populaire, la transformation des moyens de production en propriété commune du peuple créa les conditions requises pour le renforcement de l'économie nationale et servit de base pour le développement planifié de l'économie et l'élévation du bien-être des masses.

2 — La réforme agraire, base du développement de la campagne dans la voie du socialisme.

Immédiatement après la libération du pays, des mesures importantes ont été prises pour résoudre les problèmes de la paysannerie. La paysannerie albanaise avait toujours lutté pour la liberté et pour la terre, pour l'amélioration de ses conditions d'existence, mais sans jamais pouvoir atteindre son but.

Elle prit part héroïquement à la Lutte de libération nationale, en tant qu'alliée fidèle de la classe ouvrière et supporta le plus lourd fardeau des sacrifices. Les partisans provenaient en majorité de la paysannerie. L'alliance de la classe ouvrière et de la paysannerie, principe fondamental de la dictature du prolétariat, devait être renforcée encore plus après la libération, et cela, sur un terrain plus pratique : il fallait que la paysannerie vît concrètement et réellement les avantages que lui apporterait la révolution. C'était là une nécessité imposée aussi par le fait que le socialisme doit être construit à la ville comme à la campagne, pour la classe ouvrière comme pour la paysannerie. Dans cette perspective, à partir de janvier 1945 toutes les dettes de la paysannerie aux riches furent considérées comme liquidées. Par ailleurs, le 29 août 1949, le Conseil antifasciste de libération nationale approuva la loi sur la réforme agraire, qui porta un coup écrasant au féodalisme et à l'exploitation des travailleurs de la terre. En vertu de cette loi, les propriétés foncières des beys et des agas, les terres des institutions religieuses, ainsi que les moyens de production, les bâtiments agricoles furent confisqués sans indemnité et distribués aux familles pauvres, totalement dépourvues de terre. La réforme agraire fut achevée avec succès dans toute l'Albanie en novembre 1946.

La réforme agraire fut ainsi, dans les campagnes, la première révolution importante qui créa des conditions favorables à leur développement dans la voie du socialisme. La deuxième révolution, imposante et décisive, dans les régions rurales fut la collectivisation complète de l'agriculture, qui commença avec la création, en 1946, des premières coopératives agricoles. Depuis lors, toute la paysannerie, petit à petit, à travers un travail de persuasion et sur la base du libre consentement a été intégrée dans les coopératives agricoles, s'engageant ainsi résolument dans la voie de la construction socialiste. La collectivisation intégrale de l'agriculture a été achevée en mars 1967.

Les grandes transformations révolutionnaires ont été réalisées à travers une âpre lutte de classes. Les classes renversées, les féodaux et les bourgeois, aidés et organisés par les ennemis extérieurs, par les impérialistes et les révisionnistes, mirent tout en oeuvre en recourant aux complots, aux menaces et aux assassinats, pour faire obstacle à la construction du socialisme et restaurer l'ancien régime féodal-bourgeois. Mais toutes les tentatives des ennemis extérieurs et intérieurs échouèrent, parce que les transformations chez nous étaient réalisées sous la direction de notre Parti, toujours fidèle à sa juste ligne marxiste-léniniste, et parce que l'application de ses décisions a été soutenue avec énergie et efficacité par l'action du pouvoir politique de la classe ouvrière en collaboration avec les organisations de masse, dont le rôle, dans les conditions de la dictature du prolétariat, est très important pour éduquer, organiser et entraîner les larges masses dans l'administration du pays et dans la construction socialiste.

1. PRODUCTION AGRICOLE GLOBALE (%)	
1975	100
1980	138-141

3 — Le développement planifié et harmonieux nécessité objective de la construction du socialisme et de l'élévation du niveau de vie des masses

« L'Etat organise, dirige et développe toute la vie économique et sociale suivant un plan unique et général, afin de satisfaire les besoins matériels et culturels sans cesse croissants de la société, de renforcer l'indépendance et la défense du pays, en développant et en perfectionnant constamment la production socialiste sur la base d'une technique avancée. » (Article 25 de la Constitution)

Les grandes transformations révolutionnaires réalisées, créèrent les conditions requises pour le développement planifié de l'économie, de l'industrie et de l'agriculture. La planification de l'économie albanaise est fondée sur de solides principes marxistes-léninistes.

En premier lieu, elle repose sur le principe de l'esprit de parti, qui implique l'affirmation du rôle dirigeant du Parti dans la planification de l'économie. Cela signifie que la planification s'appuie sur les directives du Parti relatives au développement des diverses branches de l'économie, de la culture national et du mieux-être.

En second lieu, la planification et le plan économique chez nous ont un caractère étatique. Cela veut dire que l'Etat joue un rôle très important dans la planification, et que le plan est mis en oeuvre par les

organes de l'Etat, qui mobilise aussi les larges masses pour l'élaboration et la réalisation de ce plan. Du fait même que le plan a un caractère étatique il découle que sa réalisation est obligatoire, ce qui implique aussi que la discipline du plan, étant discipline d'Etat, doit être rigoureusement appliquée. Enfin, la planification se fonde sur le principe du centralisme démocratique. Cela veut dire que notre économie, centrée autour de l'Etat et dirigée par celui-ci, obéit à un plan unique pour tout le pays. Ce sont les travailleurs eux-mêmes, les organes locaux de l'économie et du pouvoir qui font la planification dans chaque lieu de travail, ce qui illustre le caractère démocratique de la planification. La participation des masses à l'élaboration et à l'application du plan d'Etat est une expression concrète du principe révolutionnaire de notre Parti selon lequel «ce sont les masses qui construisent le socialisme». La participation active de la classe ouvrière et des masses à l'élaboration et à la mise en oeuvre du plan d'Etat, est l'expression de la large démocratie qui existe dans la gestion de l'économie, un facteur très important de l'amélioration du travail de planification; elle constitue un frein aux manifestations de bureaucratisme et de technocratie dans la planification, permettant par ailleurs de découvrir et de mobiliser de nombreuses réserves de la production et d'élaborer un plan réel, mobilisateur et révolutionnaire.

Le plan d'Etat est approuvé par les organes suprêmes du pouvoir d'Etat et conformément au principe du centralisme dans la planification, son exécution par les organes inférieurs est obligatoire.

La planification de l'économie vise au développement accéléré et harmonieux de toutes les branches de la production matérielle, des Services, de l'enseignement, de la culture, de la santé et des autres secteurs, en vue de l'élévation du niveau de vie et de l'accroissement de la capacité défensive du pays.

4 — L'industrialisation socialiste, ses effets sur le progrès général du pays et le mieux-être de la population.

Chez nous, l'industrialisation a eu pour conditions préalables la liquidation du retard technique et économique du pays, et le passage des moyens de production aux mains des masses travailleuses. L'essor de l'industrie, fondé sur une technologie avancée, a favorisé le développement de l'agriculture et a permis d'acheminer celle-ci dans la voie du socialisme, d'accroître numériquement la classe ouvrière et de la préparer sur le plan politique et idéologique, comme sur le plan éducatif et technico-professionnel ; elle a accru l'indépendance technique et économique du pays, rendant encore plus agissant le principe de la construction du socialisme par ses propres forces. L'extension de la gamme des produits, en particulier de ceux de consommation courante, a contribué à améliorer le bien-être des masses, et à mieux satisfaire leurs besoins matériels et culturels, etc.

Conformément aux enseignements du marxisme-léninisme, l'industrialisation de notre pays a eu pour principe la priorité donnée à l'industrie lourde par rapport à l'industrie légère. La production des moyens de production s'est développée plus rapidement que celle des biens de consommation. L'industrialisation a reposé principalement sur le traitement des matières premières du pays, et elle a été répartie rationnellement sur tout le territoire afin d'éliminer le retard prononcé de certains districts par rapport à d'autres, et l'on a eu soin en cela de mettre le mieux possible à profit les conditions de chaque région et ses ressources humaines et matérielles. L'industrialisation a eu comme objectif particulier la mise en valeur des richesses de notre sous-sol notamment du ferronickel, du chrome, du cuivre, du pétrole, du gaz, du charbon, du bitume, etc., Mais notre pays est riche aussi en autres minerais. L'industrie mécanique, qui vise à produire 90-95% des pièces détachées des machines en service et à produire aussi des machines et des équipements complets pour la construction d'usines et de chaînes de fabrication par nos propres forces, revêt aussi une grande importance.

L'institution de la propriété collective des moyens de production a permis de mobiliser et de centraliser tous les moyens monétaires et matériels, et de les affecter au développement harmonieux de l'économie.

Appliquant avec fidélité, de façon créatrice et conformément aux conditions concrètes de notre pays, les enseignements du marxisme-léninisme et les lois objectives de la construction du socialisme à travers la planification de l'économie, l'Albanie est en train de se transformer de pays agraire le plus arriéré d'Europe, qu'elle était, en un pays industriel-agraire, doté d'une industrie complexe diversifiée et d'une agriculture avancée, qui s'appuie sur une agro-technique moderne.

« Nous constatons avec satisfaction, a dit le camarade Enver Hoxha au VII^e Congrès du PTA, que maintenant l'industrialisation à des rythmes rapides rapproche tous les jours davantage l'objectif fixé par le Parti: la transformation de l'Albanie de pays agraire-industriel en pays industriel-agraire ». (E. Hoxha, *Rapport au VII^e Congrès du PTA*, p. 4, éd. alb.)

Ainsi, notre pays a été mis en mesure de posséder sa propre industrie d'extraction et de traitement des minéraux, des raffineries de pétrole, des centrales hydro-électriques et thermiques qui satisfont ses besoins en énergie électrique, une industrie puissante de matériaux de construction, une industrie chimique qui approvisionne particulièrement l'agriculture en engrais chimiques, des industries mécanique, textile, alimentaire, etc. Le développement et la structure des produits de notre industrie socialiste, branche de pointe de notre économie, ont été toujours mieux conditionnés par les besoins des autres branches de l'économie et vice-versa, et surtout par ceux de l'agriculture. A chaque étape particulière de notre construction socialiste on a, d'une part, assuré un équilibre entre le développement de l'industrie et celui de l'agriculture, et d'autre part, fait en sorte que l'industrie serve directement l'agriculture. En s'en tenant fidèlement à cette juste voie on a réussi à accroître toujours plus le rôle de l'industrie dans l'augmentation de la production et la modernisation de l'agriculture. Au cours du 5^e quinquennat on a vu augmenter considérablement la production d'engrais chimiques, de pesticides et d'herbicides, de pièces de rechange pour tracteur, d'aliments préparés pour le bétail et d'autres matériaux qui servent la reproduction dans l'agriculture.

2. PRODUCTION INDUSTRIELLE GLOBALE (%)	
1975	100
1980	141-144

Notre industrie a grandi rapidement. Par rapport à 1938 la production industrielle globale s'était accrue en 1975 de 97 fois. On réalise actuellement en moins de 4 jours, un volume de production correspondant à celui de toute l'année 1938. Dans la période 1950-1970 le rythme moyen annuel d'accroissement de la production industrielle a été d'environ 15% ce qui représente un des rythmes les plus élevés que connaisse l'histoire de l'essor industriel mondial. Les rythmes élevés d'expansion ont été maintenus même durant les années du blocus khrouchtchévien, décevant cuisamment les espoirs des révisionnistes modernes de voir interrompre la construction socialiste dans notre pays. Parallèlement à ces rythmes élevés d'expansion, on a vu s'accroître la valeur absolue de chaque unité du taux d'accroissement de la production industrielle, qui a été, selon les quinquennats, de l'ordre suivant :

1 ^{er} quinquennat (1951-1955)	5 millions de leks
2 ^{ème} quinquennat (1956-1960)	14 millions de leks
3 ^{ème} quinquennat (1961-1965)	30 millions de leks
4 ^{ème} quinquennat (1966-1970)	42 millions de leks
5 ^{ème} quinquennat (1971-1975)	71 millions de leks

La production industrielle en 1975 était supérieure de 52% à celle en 1970, soit un rythme moyen annuel d'accroissement de 8,7%, alors que dans les pays capitalistes et révisionnistes, tenaillés par la crise, la production, loin de s'accroître, baisse, ce qui s'accompagne de l'inflation, du chômage, de la misère. Ces rythmes élevés sont maintenus au cours du 6^e quinquennat. En 1980, la production industrielle globale aura augmenté de 41-44% par rapport à 1975, et la production des moyens de production en particulier de 60%. La valeur générale de la production industrielle au cours du 6^e quinquennat sera supérieure à celle des quatre premiers plans quinquennaux, (1951-1970) pris ensemble, ce qui constituera un autre grand pas en avant vers l'élévation du niveau de vie des masses.

5 — L'Albanie socialiste a assuré son pain dans le pays

Notre agriculture a progressé à grands pas dans la voie de sa modernisation et de son intensification. Elle est organisée en grandes exploitations socialistes, en propriétés communes de tout le peuple et en coopératives agricoles.

La propriété coopérative joue et continuera, à l'avenir également, de jouer un rôle important dans le développement général du pays sur la voie du socialisme, le secteur coopératif de l'agriculture fournissant 77% de l'ensemble des productions végétales et animales et environ 73% du revenu global réalisé par l'agriculture. La propriété coopérative a un caractère transitoire. Elle continuera de se développer et de se transformer, sur la base du libre consentement, en propriété commune du peuple.

Notre Parti apporte une nouvelle contribution à l'enrichissement de la théorie marxiste-léniniste et à la pratique révolutionnaire sur les voies du rapprochement graduel de la propriété coopérative et de la propriété collective, et de la transformation de la première en la seconde à travers la constitution de coopératives de type supérieur. A présent, on compte chez nous 41 coopératives de ce genre, qui couvrent 23% des superficies cultivables de toutes les coopératives et 17,7% de la totalité des terres arables du pays. Afin de renforcer l'économie nationale, l'Etat finance les coopératives de ce genre directement et à titre gratuit. Ces exploitations présentent une série d'avantages économiques et sociaux quant à l'organisation du travail et à l'accroissement de la production agricole et animale. Le développement de la production agricole a suivi deux voies, celle de l'extension des superficies mises en culture et celle de l'intensification, — l'élévation des rendements. La superficie des terres cultivées en 1975 était 2,3 fois plus étendue qu'en 1938, et cela grâce aux bonifications et au défrichement de terres nouvelles réalisé dans les zones montagneuses et de collines. La puissance énergétique de l'agriculture a augmenté rapidement, en 1975 elle était supérieure de 8 fois à celle de 1938 et de plus de 3,2 fois à celle de 1960. Si en 1938 il revenait à chaque tracteur de labourer 9736 ha de terre, en 1975 la superficie des labours par tracteur était de quelque 43 ha. L'utilisation d'engrais chimiques s'est sensiblement intensifiée. Au lieu de 2,6 kg de matière active par hectare en 1950, on en a utilisé en 1974 88,4 kg, et, après l'entrée en service de l'usine d'urée et l'agrandissement de l'usine de superphosphates, l'emploi d'engrais chimiques sera encore accru. Un grand travail a été mené pour l'arrosage des plantes. La superficie irrigable est passée de 10,5% de la totalité des terres arables en 1938 à 50% en 1975.

Ces mesures d'organisation matérielles accompagnées des mesures agro-techniques et zootechniques requises, ont permis d'élever les rendements des cultures et la productivité du bétail. La production agricole a été en 1975, de 4 fois supérieure à celle de 1938.

La production agricole globale avait augmenté de 33% en 1975 par rapport à 1970, à un rythme moyen annuel de 5,9%. Certaines productions agricoles et animales se sont accrues dans la mesure suivante : céréales panifiables 35%, betterave 76%, lait 47%, oeufs 68%.

Au cours du VI^e quinquennat, 1976-1980, l'agriculture enregistrera un nouvel essor. En 1980, la production agricole globale sera de 38-41% supérieure à celle de 1975.

Les productions animales également augmenteront rapidement et notamment la viande de 40-41%, le lait de 35-36%, les oeufs de 35-37% et la laine de 34-35%, etc.

« Répondant à l'appel du Parti — a dit le camarade Enver Hoxha le 1er novembre 1976 au VII^e Congrès du PTA, — la paysannerie coopératrice et les travailleurs des entreprises agricoles d'Etat ont, pour la première fois cette année, assuré le pain nécessaire au pays ». (E. Hoxha, *Rapport au VII^e Congrès du PTA*, p. 5, éd. alb.)

C'est là une grande victoire historique et une base puissante pour l'obtention de rendements futurs encore plus élevés, pour l'amélioration du bien-être des masses des campagnes et des villes.

III — LE MIEUX-ETRE DES MASSES TRAVAILLEUSES LOI FONDAMENTALE DU SOCIALISME

1 — L'action et les exigences de la loi économique fondamentale du socialisme

Le marxisme-léninisme, nous enseigne que dans la société socialiste le but de la production, et de la reproduction élargie, n'est pas l'appropriation de la plus-value, ou l'exploitation des travailleurs comme il se produit en régime capitaliste, mais la satisfaction des besoins de la société, l'instauration du bien-être et le développement général de la société. S'appuyant sur ces thèses ainsi que sur la pratique révolutionnaire de la construction du socialisme en URSS, Staline formula les traits et les exigences essentielles de la loi économique fondamentale du socialisme :

« Satisfaire au maximum les besoins matériels et culturels toujours croissants de toute la société, par l'accroissement et par le perfectionnement continu de la production socialiste sur la base d'une haute technique. » (J. Staline, *Problèmes économiques du socialisme en URSS*, Tirana, 1968, p. 47, éd. alb.)

De cette définition ressortent deux aspects de cette loi: le but de la production socialiste et le moyen de la mettre en oeuvre. En régime socialiste, le but de la production est de satisfaire le mieux possible les besoins matériels et culturels toujours croissants des masses travailleuses. Ce but est déterminé par l'existence de la propriété sociale et des rapports sociaux de production. Les travailleurs sont les seuls vrais maîtres des moyens de production et des biens matériels, selon le principe socialiste «de chacun selon sa capacité, à chacun selon la quantité et la qualité du travail fourni». Par contre, en régime capitaliste, où existent la propriété privée capitaliste des moyens de production et les rapports de production correspondants, le but de la production est le profit et, dans les conditions du capitalisme monopoliste, le profit maximum ; en conséquence, les masses travailleuses sont opprimées et exploitées sous toutes les formes et par tous les moyens, et elles ne cessent de s'appauvrir.

Le socialisme ouvre un libre et vaste champ à l'accroissement de la production, parce que l'instauration de la propriété socialiste des moyens de production et des rapports de production socialistes ont pour effet d'éliminer la contradiction antagoniste fondamentale du capitalisme, qui oppose le travail au Capital, le caractère social de la production à la forme privée capitaliste de l'appropriation, les forces productives aux rapports de production. A l'accroissement de la production correspond un accroissement du pouvoir d'achat et de la consommation. Le moyen d'atteindre le but de la production en régime socialiste est d'accroître et de perfectionner sans arrêt la production socialiste sur la base de la technique la plus élevée, afin de satisfaire les besoins toujours croissants de la population. L'accroissement de la production exige une technique d'un haut niveau, elle exige que la révolution scientifique et technique soit poussée plus avant, elle exige enfin que la production des moyens de production s'accroisse plus rapidement que celle des biens de consommation. Dans la production des moyens de production, la place principale doit revenir à la production de nouveaux moyens de travail, de nouvelles machines, usines et chaînes de fabrication en tant que base du progrès et du développement de l'économie en général. La révolution scientifique et technique exige que les travailleurs élèvent leur niveau de formation idéologique, politique, culturelle et technico-professionnelle, qu'ils améliorent la qualité de leur travail et produisent davantage, car le but de la production en régime socialiste c'est de satisfaire les besoins toujours croissants des travailleurs, en sorte que ceux-ci aient un intérêt direct à voir accroître la production et développer la technique nouvelle. C'est là entre autres qu'ont leur source l'attitude empreinte d'une haute conscience socialiste envers le travail et la propriété, l'émulation socialiste et les initiatives créatrices des masses, le grand souci de ces dernières pour le développement continu de l'économie nationale. Le travail, de lourd fardeau qu'il était, devient une question d'honneur, de gloire et d'héroïsme.

L'accroissement continu de la production sociale sur la base du développement prioritaire de la production des moyens de production, rattachés à la production des objets de consommation, sans négliger pour autant ces derniers, a permis de développer toutes les branches de l'économie populaire dans notre pays, d'assurer la reproduction élargie socialiste, de renforcer l'économie et la défense de la Patrie et d'élever le niveau de vie de tout le peuple.

En régime socialiste, l'accroissement de la production s'accompagne de l'augmentation et de la modification continues des besoins des travailleurs, en quantité comme en qualité et en structure. Les travailleurs satisfont ces besoins sur le plan personnel, grâce à la part du produit social total qui est assignée à la consommation individuelle et distribuée aux travailleurs selon la loi spécifique socialiste, en fonction de la quantité et de la qualité du travail fourni quant aux besoins sociaux ; enseignement, services sanitaires, sécurité sociale, etc., les frais qu'ils nécessitent sont prélevés sur la part de la production sociale générale réservée au fonds de consommation sociale et distribuée aux travailleurs selon leurs besoins.

Les révisionnistes modernes, indépendamment de la démagogie dont ils usent, ont, sous diverses formes et par diverses voies, substitué à la loi fondamentale économique du socialisme la loi fondamentale économique du capitalisme. Ils ont transformé les moyens de production en propriété capitaliste d'un type particulier entre les mains de la nouvelle classe bourgeoise bureaucratique, qui les utilise pour exploiter les travailleurs, en établissant de grandes différences entre les salaires des

travailleurs et les traitements des fonctionnaires bureaucratiques à travers tout un système de rémunérations, de gratifications et d'autres avantages, institués par la clique dominante. Ils ont remplacé la loi économique fondamentale du socialisme par d'autres notions, comme par exemple, «l'efficacité économique maximale de la production», ce qui signifie en fait le maximum de profits aux dépens des travailleurs.

Le socialisme demande une juste conception révolutionnaire, marxiste-léniniste, du bien-être, il demande que le niveau de vie soit considéré sous tous les aspects, compte tenu des conditions concrètes du pays, et cela à chaque étape donnée et conformément aux possibilités réelles de l'économie.

Le camarade Enver Hoxha a souligné que :

« L'édification du socialisme et l'élévation du niveau de vie matériel et culturel des travailleurs ont toujours été considérées par le Parti comme une question unique et inséparable de sa politique et de son activité quotidienne. Le Parti a lutté et luttera pour que dans le cadre de nos possibilités et de nos conditions, le bien-être du peuple s'améliore sans cesse, en s'inspirant toujours d'une juste conception révolutionnaire marxiste-léniniste du bien-être dans le socialisme, qui ne consiste pas dans la satisfaction de caprices petits-bourgeois mais dans la satisfaction des besoins actuels et futurs, matériels, culturels, spirituels, des besoins dans le domaine des services et de la santé publique, en d'autres termes de tous les besoins qui conditionnent la vie de tout le peuple, dans toute sa diversité économique et sociale quotidienne. » (E. Hoxha, *Rapport au V^e Congrès du PTA*, p. 72, éd. alb.)

Ce sont ces enseignements marxistes-léninistes du camarade Enver Hoxha que l'on applique en Albanie pour améliorer le bien-être en tenant compte de la situation intérieure et des possibilités réelles du pays et en ayant en vue le farouche encerclement impérialiste-révissionniste, le niveau de développement des forces productives et la nécessité de les développer toujours davantage, afin de renforcer notre indépendance économique et de garantir notre indépendance politique, etc. Cela signifie qu'en cette question nous devons nous montrer le plus réalistes et objectifs possible.

Le Parti du Travail d'Albanie et le pouvoir populaire ont considéré le bien-être non seulement comme une question actuelle, mais aussi comme un problème à long terme, en ayant en vue l'accroissement continu de ce bien-être. Pour atteindre ce but il a fallu harmoniser les intérêts immédiats avec ceux de demain, les intérêts personnels avec ceux de la société. L'harmonisation de ces intérêts a été réalisée à travers une judicieuse utilisation du revenu national, à travers l'établissement et l'application d'un juste rapport entre le fonds du revenu national affecté à l'accumulation et le fonds affecté à la consommation.

L'accroissement du fonds d'accumulation à des rythmes plus rapides que le fonds de consommation est une nécessité objective, car c'est la seule façon d'améliorer le bien-être, dans l'immédiat comme à long terme. Au cours des quinquennats successifs, le P.T.A. et le pouvoir populaire ont eu constamment en vue cette exigence et ils l'ont réalisée comme suit :

Les quinquennats	Fonds d'accumulation (%)	Fonds de consommation (%)	Revenu national global
1 ^{er} quinquennat (1951-1955)	25,6	74,6	100
2 ^{ème} quinquennat (1956-1960)	27,0	73,0	100
3 ^{ème} quinquennat (1961-1965)	28,8	71,2	100
4 ^{ème} quinquennat (1966-1970)	33,9	66,1	100
5 ^{ème} quinquennat (1971-1975)	35,8	64,2	100
6 ^{ème} quinquennat (1976-1980)	35,0	65,0	100

Le maintien d'une norme élevée d'accumulation a contribué au développement continu et prioritaire des secteurs de la production matérielle, au développement rapide et général des forces productives, à l'élévation constante de la base matérielle et technique du socialisme, à l'approfondissement du processus d'industrialisation du pays, en donnant la primauté à l'industrie, en tant que branche dirigeante de l'économie nationale. La part de la production des moyens de production (groupe «A») dans la production industrielle globale, s'est montée, en 1975 à 58,5%.

La production socialiste a pour but de satisfaire les besoins matériels et culturels des masses, par conséquent d'accroître la consommation. C'est pourquoi le développement des moyens de production et la production des articles de consommation courante, sont étroitement liés et interdépendants. Ce n'est qu'en s'en tenant à cette loi économique qu'il est possible d'assurer le développement des branches de la production des articles de large consommation, de l'industrie légère, en sorte que celle-ci soit en mesure de réaliser la reproduction élargie des articles de consommation et de satisfaire les besoins toujours croissants des travailleurs.

Les révisionnistes modernes, avec leurs théories réactionnaires, rejettent la thèse marxiste de la primauté de la production des moyens de production sur celle des moyens de consommation et s'efforcent d'y substituer la thèse selon laquelle les rythmes du développement des moyens de production doivent être égaux à ceux des objets de consommation, allant même jusqu'à admettre que ceux-ci soient plus élevés. Selon eux, l'industrie légère devrait se développer à des rythmes plus rapides que les autres branches de l'industrie. Or, cette voie va à l'encontre des exigences de la loi économique fondamentale, car si l'industrie lourde, c'est-à-dire la production des moyens de production reste à la traîne, l'industrie légère ne pourra se développer, partant, la satisfaction des besoins toujours croissants des travailleurs sera entravée. C'est seulement en s'en tenant à la loi économique du développement prioritaire des moyens de production par rapport à la production des biens de consommation qu'il est possible d'élever le bien-être des masses. C'est à cette ligne que le PTA et le gouvernement de la RPSA s'en sont tenus constamment. Conformément aux décisions du VII^e Congrès du PTA, au cours du 6^e plan quinquennal également, le développement ultérieur et général de l'industrie socialiste s'accomplira « en donnant la priorité, comme par le passé, au développement de l'industrie lourde, avant-garde de l'ensemble du processus d'industrialisation socialiste du pays. » (E. Hoxha, *Rapport au VII^e Congrès du PTA*, p. 39, éd. alb.)

2 — La stabilité économique et les principaux indices de l'élévation du bien-être.

Le développement de l'industrie et de l'agriculture, s'est accompagné de l'essor des autres branches de l'économie, et l'a stimulé. Sur cette base, il a été possible d'accroître rapidement le produit social, le revenu national, les revenus réels de la population, d'augmenter le nombre des emplois, de diminuer la durée du travail, d'accroître la consommation individuelle et sociale par tête, d'améliorer les conditions d'existence, d'élever le niveau de l'enseignement, de développer les services sanitaires et la sécurité sociales. A quoi il faut ajouter l'accroissement de la population, la prolongation de la durée moyenne de vie, etc. autant d'indices fondamentaux qui caractérisent le bien-être des masses en régime socialiste.

Le revenu national en 1975 était 11 fois plus élevé qu'en 1938, 2,8 fois plus qu'en 1960 et il dépassait de 38% celui de 1970. Le revenu prévu pour 1980 doit dépasser de 38-40%, celui de 1975. Quant au revenu par tête il était, en 1975 supérieur de 5 fois à celui de 1938. La norme d'accumulation du revenu national a été élevée, ce qui a permis d'accroître les investissements, de créer de nouveaux emplois et d'élever constamment le bien-être. Le volume des investissements a augmenté de quinquennat en quinquennat. C'est ainsi que ceux du deuxième quinquennat dépassaient de 90% ceux du quinquennat précédent, et ce progrès d'un quinquennat à l'autre a été respectivement de l'ordre suivant : 3^e quinquennat, 41% ; 4^e quinquennat, 55% ; 5^e quinquennat, 53% ; les investissements prévus pour le 6^e quinquennat, dépasseront de 35-38% ceux du quinquennat précédent.

3. REVENU NATIONAL (%)	
1975	100
1980	138-140

Les indices les plus révélateurs du bien-être des masses sont les revenus réels et la consommation individuelle et sociale par tête. Les rythmes d'accroissement du fonds de consommation ont dépassé de 2,4 fois ceux de la croissance démographique.

Les revenus réels par tête avaient augmenté en 1975 de 14,5% par rapport à 1970, et, respectivement, de 8,7% dans les villes et 20,5% dans les campagnes. En 1980 ces revenus auront augmenté de 11-14% par rapport à 1975.

Le fonds de consommation individuelle avait augmenté en 1975 de plus de 2 fois par rapport à 1960, le fonds de consommation sociale c'est-à-dire la part utilisée pour couvrir les dépenses socio-culturelles, enseignement, services sanitaires, sécurité sociale etc. s'est accru de 2,7 fois.

Ces dépenses d'Etat se traduisent en fait par des revenus supplémentaires pour les travailleurs. Actuellement, les dépenses que l'Etat engage dans les activités socio-culturelles représentent le quart de la totalité des dépenses du budget. Il y est dépensé 1,5 milliard de leks par an, contre 600 millions en 1960. Cela signifie que chaque famille tire en moyenne, du fonds de consommation sociale un avantage de 4.000 leks par an, soit encore un avantage de 660 leks par tête. Le fonds de consommation sociale couvre quelque 65% des dépenses pour la garde des enfants dans les crèches et les jardins d'enfants. Les nombreuses cantines auprès des centres de production loin de tirer le moindre profit de leur exercice sont financées par l'Etat ; dans une mesure allant de 18 à 35% de leurs dépenses, préparation des mets, service, etc.

L'accroissement judicieux du fonds de consommation sociale et des autres dépenses affectées au développement de la sphère non productive constitue l'un des indices qui illustrent la sollicitude toujours accrue de notre société socialiste à l'égard de l'homme, sa grande supériorité par rapport à l'économie des pays capitalistes et révisionnistes. Le fonds de consommation sociale n'est pas réparti selon le travail, mais selon les besoins et gratuitement. Il s'agit déjà là d'éléments de la répartition communiste. L'accroissement du fonds de consommation sociale permet d'élever dans la bonne voie l'esprit collectiviste, de renforcer la conception idéologique du bien-être pour tous. Le camarade Enver Hoxha a souligné que :

« Seul le régime socialiste libère totalement les travailleurs de l'inquiétude constante qu'ils connaissent dans les pays capitalistes et des difficultés qu'ils y rencontrent pour la satisfaction de leurs besoins en matière d'enseignement, de culture et de santé ». (E. Hoxha, *Rapport au VI^e Congrès du PTA*, p. 94, éd. alb.)

Dans les conditions actuelles de la construction du socialisme la consommation sociale ne représente qu'une petite part, 15%, de la consommation de la population, le reste, la majeure partie étant constituée par la consommation individuelle, qui est assurée en fonction des revenus individuels que les travailleurs tirent directement de leur travail conformément au principe de la répartition selon le travail fourni. Ce principe préserve et accroît l'intérêt matériel que les travailleurs ont à se consacrer à leur travail, à en élever le rendement et à en améliorer la qualité.

3 — La baisse des prix, autre facteur de l'accroissement du bien-être des masses.

« Les prix de vente des produits des entreprises ainsi que les prix des produits de l'agriculture et de l'élevage achetés par l'Etat sont fixés par celui-ci. » (Article 27 de la Constitution)

Le bien-être a été assuré avant tout à travers la participation accrue des masses travailleuses au travail productif et non productif à travers l'augmentation du salaire moyen des travailleurs de la ville et des revenus des coopératives en tant que conséquence d'une élévation du niveau de qualification, de la réalisation des normes de rendement, et de l'amélioration du système salarial. En 1976, les revenus moyens par travailleur dans les coopératives agricoles, avaient augmenté de plus de 29% par rapport à 1970. Toutefois, le salaire réel des travailleurs ne se mesure pas au salaire nominal, mais à la quantité de biens matériels et de services que le travailleur peut se procurer en échange de son salaire nominal. Le niveau du salaire réel est donc fonction tout à la fois du montant du salaire nominal, du niveau des prix, de leur stabilité, des loyers, des tarifs des services, des impôts etc. Ainsi le salaire réel augmente en fonction de l'élévation du salaire nominal et de la baisse des prix, des tarifs, ou de l'action conjuguée de ces deux facteurs. L'augmentation des bas salaires et la réduction des hauts salaires ont naturellement pour résultat de réduire les différences de revenus.

Il est important de noter que si dans les pays capitalistes et révisionnistes, on assiste à une hausse continue des prix et à une baisse du pouvoir d'achat, dans notre pays, par contre, il se produit le contraire, c'est-à-dire que les prix sont stables et vont baissant et le pouvoir d'achat des masses ne cesse d'augmenter.

Dans la pratique de la construction du socialisme en Albanie, dans l'action tendant à élever le bien-être des masses et à réduire les différences du niveau de vie des masses, on a eu recours aux deux voies, à

celle de l'augmentation du salaire nominal comme à celle de la baisse des prix et de leur stabilité. Le rôle des prix dans l'élévation du niveau de vie des masses a été et demeure un facteur d'une grande importance. Notre Parti et notre gouvernement ont constamment suivi une juste politique révolutionnaire dans la fixation des prix, ils ont procédé à des baisses de prix successives, dans un juste rapport avec la baisse des coûts de production, conformément au principe de la baisse prioritaire des prix des biens de consommation et des tarifs de services.

Grâce à cette politique, on ne connaît pas chez nous de hausse de prix. Tout au contraire, on a enregistré des baisses fréquentes, et d'autres mesures ont été prises surtout dans le sens de la réduction des différences essentielles entre la ville et la campagne ; en faveur des coopératives agricoles et en particulier des zones de collines et montagneuses.

Voici un tableau des baisses des prix et de certaines autres mesures avantageuses :

La période	Profits		Note
1950-1959	(8 baisses de prix)	700,1 millions	seulement pour la paysannerie
1960-1969	(5 baisses de prix)	326,0 millions	
1976	(1 ^{er} avril)	140-160 millions	

La baisse des prix des marchandises de large consommation et des tarifs des services a porté principalement sur les articles de plus large consommation : pain, farine, pâtes alimentaires, matières grasses, sucre, riz, lait, fromage, textiles, chaussures, énergie électrique, eau, services artisanaux, etc. Actuellement, les articles de consommation courante sont vendus à des prix de 8-25% inférieurs à ceux de 1958.

L'augmentation du salaire réel, c'est-à-dire du pouvoir d'achat des travailleurs, est assurée à travers une quantité accrue de marchandises et de services mis sur le marché.

La circulation des marchandises vendues au détail en 1975 dépassait de 13 fois celle de 1938 et de plus de 2 fois celle de 1960. En 1964, il a été vendu à la population 10 fois plus de matières grasses qu'en 1950, plus de 3 fois plus de viande et de poisson, plus de 20 fois plus de lait, 6 fois plus de sucre, 4 fois plus d'oeufs, etc. L'augmentation du pouvoir d'achat de la population et l'élévation du bien-être apparaissent à la demande croissante d'articles non alimentaires et d'ameublement. En 1974 il a été vendu 14,8 fois plus de postes de télévision qu'en 1970, 8,9 fois plus de réfrigérateurs, 5,1 fois plus de machines à laver etc. Le 6^e plan quinquennal prévoit un accroissement de la circulation des marchandises de 22-25% par rapport à 1975, et cette augmentation pour certains articles principaux de première nécessité sera encore plus grande.

4. CIRCULATION DE DETAIL DES MARCHANDISES (%)	
1975	100
1980	122-125

La baisse des prix dans notre pays se réalise malgré la très forte hausse des prix de nombreux produits industriels, matières premières et auxiliaires que nous sommes obligés d'importer des marchés capitalistes et révisionnistes, qui sont plongés dans une crise économique, financière et politique profonde et sans précédent.

« En ces moments de grave crise des puissances impérialistes, social-impérialistes et du pouvoir bourgeois de chaque pays, a dit le camarade Enver Hoxha au VII^e Congrès du PTA... l'inflation se développe au galop, les prix des objets de première nécessité deviennent inabordables ». (E. Hoxha, *Rapport au VII^e Congrès du PTA*, p. 192, éd. alb.)

Les capitalistes monopoleurs usent de leur Etat bourgeois, leur gestionnaire commun, en période d'inflation, comme d'une arme puissante pour élever les prix, bloquer les salaires, en frappant et abaissant le niveau de vie, pour faire retomber le fardeau de la crise sur le dos des travailleurs et s'assurer eux-mêmes le maximum de profits. C'est dans ce but que la bourgeoisie a recours aux syndicats manipulés ouvertement par les partis bourgeois et révisionnistes, avec à leur tête les chefs de file de l'aristocratie ouvrière. Ils ont assumé manifestement, sans le moindre scrupule, de rejeter sur les

travailleurs toute la charge et les sacrifices de la crise, en luttant par tous les moyens pour désorienter les travailleurs et saboter leur lutte révolutionnaire.

Dans les conditions actuelles de crise et d'inflation, les prix de marchandises de consommation courante, y compris ceux des denrées alimentaires et les tarifs des services, ont monté dans de grandes proportions. Les salaires ou bien sont «bloqués» ou bien augmentent dans des proportions inférieures au renchérissement du coût de la vie, d'où la baisse du salaire réel des travailleurs et le durcissement de l'exploitation capitaliste. C'est ainsi par exemple que dans le monde capitaliste les prix ont monté de plus de trois fois par rapport à 1960. Pour une quantité de marchandises qui coûtait 100 dollars en 1967 il fallait en payer en 1975 185. L'indice général des prix en 1975 en regard de 1970, est aux Etats-Unis d'Amérique de 138, en Italie de 170, en Yougoslavie de 250, en Grèce de 180 etc. Cette hausse est due à l'accroissement de l'inflation, de la quantité superflue de papier-monnaie émise par rapport à la quantité de marchandises en circulation.

La hausse des prix des marchandises de consommation courante est l'une des voies principales conduisant à la baisse du niveau de vie des masses travailleuses.

Voici un tableau qui illustre clairement cette baisse, d'année en année :

	Moyenne annuelle 1965-1969	1970	1971	1972	1973	1974
Ensemble des pays capitalistes	3,4	5,7	5,9	5,9	9,6	13,1
a) Pays capitalistes industrialisés	2,9	4,9	5,1	4,5	7,6	12,8
b) Pays en voie de développement		9,6	9,8	12,8	21,2	30,1

L'accroissement de l'inflation entraîne la baisse toujours plus marquée des revenus réels. C'est là un des moyens que les capitalistes emploient pour augmenter leurs profits. Alors que des millions de gens dans tous les continents n'arrivent même pas à assurer le minimum nécessaire à leur subsistance, la grande bourgeoisie capitaliste accroît ses profits et ses dépôts bancaires, et de nouveaux millionnaires et milliardaires voient le jour. Certaines firmes monopolistes américaines qui s'occupent de la fabrication d'appareils de vol pour avions civils et militaires, de missiles et autres équipements nécessaires à l'aviation, ont réalisé, en 1974, rien que de leurs ventes à l'armée américaine, des bénéfices nets de l'ordre suivant :

Monopole	Bénéfices nets en dollars
Ling-Temco-Vought	112.000.000
Rockvell International	130.000.000
Boeing	72.000.000
United Technologies	105.000.000
MC Donnelle Douglas	106.000.000
Taxtron (Belle)	106.000.000
Martin-Marietta	81.000.000

Ce sont là des bénéfices fabuleux déclarés et extraits des contrats officiels. A quoi il faut ajouter encore plusieurs centaines de millions de dollars provenant des ventes civiles, à l'intérieur et à l'extérieur des USA et qui, par des voies détournées de fraude fiscale, vont dans les poches des patrons monopoleurs. En outre, ces monopoles obtiennent des contrats de vente qui atteignent des sommes astronomiques avec les pays qui disposent de dollars provenant de la vente du pétrole, de ce qu'on appelle pétrodollars. L'Iran, à lui seul a passé des commandes pour un montant de 3 milliards 800 millions de dollars, et le Brésil a dépensé plus de 220 millions de dollars rien que pour rééquiper sa flotte aérienne militaire.

Le monopole commun anglo-hollandais du pétrole «Unilever» s'est assuré pour 1974 un bénéfice de 7 milliards de dollars et le monopole hollandais «Philips Lamp» a enregistré un gain du même ordre. Les exemples de ce genre ne manquent pas.

Ainsi donc, alors que les masses travailleuses sont appauvries constamment par la crise économique qui les frappe, la bourgeoisie monopoléuse, loin d'en ressentir les conséquences, s'enrichit sans cesse.

4 — Le peuple ne paye aucune sorte d'impôt

« Les citoyens ne payent aucune sorte d'impôts ni de taxes. » (Article 31 de la Constitution)

L'Albanie est le premier pays au monde et le seul pays en Europe à avoir supprimé les taxes et les impôts, et cela depuis 1970.

L'Albanie fut un pays où pendant très longtemps furent maintenues toutes les formes d'impôts et de taxes appliqués en son temps par l'empire ottoman pour exploiter les pays occupés, tels entre autres, la dîme, les impôts sur les immeubles, les fonds de commerce et le bétail. Aujourd'hui en Albanie, depuis plusieurs années la population ne paie plus aucun impôt. C'est là une grande victoire remportée grâce à la juste application de la politique du Parti, qui, conscient du fait que les impôts sont une catégorie historique provisoire, a créé graduellement les conditions requises à leur liquidation. Le 8 novembre 1969, sur décision des organes suprêmes du pouvoir d'Etat des mesures de grande importance historique ont été prises pour l'abolition complète du système d'impôts et de taxes directes de la population.

La suppression des impôts et des taxes frappant la population s'est opérée progressivement, parallèlement au développement et à la consolidation de l'économie socialiste, au perfectionnement des rapports de production socialistes, à l'abolition de l'exploitation de l'homme par l'homme, au renforcement de la propriété sociale des moyens de production.

Au lendemain de la Libération, la politique fiscale a servi à la dictature du prolétariat d'arme puissante pour frapper la base économique des classes dominantes, pour limiter, puis liquider les éléments capitalistes à la ville et à la campagne. D'autre part, elle a permis à l'Etat d'accumuler les moyens nécessaires pour la reconstruction et la construction du pays. Mais avec le temps, la part des impôts et des taxes prélevés sur la population a commencé à diminuer dans le budget de l'Etat. Ainsi, au lieu de 92% des recettes du budget qu'ils représentaient dans l'année financière 1945-1946, ils sont descendus en 1950 à 12,6% pour tomber, en 1960, à 2,7% et en 1969 à 0,1%. La suppression complète des impôts et des taxes constitue une grande victoire historique du socialisme en Albanie, réalisée grâce à la juste politique marxiste-léniniste du Parti et du camarade Enver Hoxha. Ce succès a été obtenu à une époque où, dans les pays capitalistes, les impôts et les taxes constituent la base financière du budget et sont en fait une forme d'exploitation supplémentaire que les classes dominantes exercent sur les travailleurs. Aux USA et en Allemagne fédérale les impôts et les taxes absorbent 30% des revenus de chaque famille en France et en Angleterre plus de 25% etc. Dans les pays révisionnistes la clique dominante utilise la politique fiscale pour exploiter la classe ouvrière et les masses travailleuses. Ainsi en Union soviétique, les impôts et les taxes ont drainé en 1974 dans les caisses de l'Etat 16 milliards 700 millions de roubles.

La suppression des impôts et des taxes ainsi que la politique de baisse des prix et de réduction des hauts salaires s'inscrivent dans le programme du Parti visant à l'élévation du bien-être des masses travailleuses.

5 — De nouveaux logements commodes. Le loyer, symbolique, ne représente que de 1,5% à 3% des dépenses d'une famille.

L'accroissement du fonds des logements s'est réalisé de pair avec le développement et le renforcement incessants de l'économie nationale, avec le développement socio-culturel du pays. La construction de logements pour les masses travailleuses de la ville et de la campagne, fait partie du programme du Parti en vue de satisfaire toujours mieux les besoins croissants des masses travailleuses en socialisme. Dans les seules années du 5^e quinquennat, on a construit en Albanie un nombre de logements à peu près égal à la totalité des logements construits dans les trois premiers quinquennats (1951-1965). Plus de 60% de la population habite actuellement dans de nouveaux logements construits dans les villes et à la campagne au cours des années du pouvoir populaire. Le 6^e plan quinquennal également a assigné des fonds pour la construction de 65.000 appartements et logements, dont 42.000 seront construits à la campagne et 23.000 dans les villes. L'entrée en service de l'usine d'éléments préfabriqués permettra d'accélérer et de faciliter la construction de logements pour les travailleurs.

La construction de logements a pris un grand essor lorsque la population, appliquant les directives du Parti et du camarade Enver Hoxha sur la construction des logements grâce au travail bénévole, s'est lancée dans des actions incessantes, et, en quelques années seulement, a construit des dizaines de milliers nouveaux logements. C'est là un travail véritablement communiste, parce qu'il est mené par tous, y compris les travailleurs déjà bien logés.

Les nombreux logements et autres établissements socio-culturels construits selon une architecture élégante fondée sur la tradition nationale, ont permis d'étendre et d'embellir beaucoup, les villes et villages albanais et de transformer leur visage.

L'industrialisation socialiste du pays, la construction de grands établissements industriels, de mines, de combinats, de fabriques et d'usines, ont fait naître et grandir de nouvelles villes, comme par exemple Qyteti-Stalin et Patos, villes pétrolières, Maliq, ville sucriers, Memaliaj, Krraba, ville charbonnières, Selenica, ville du bitume, Rubik et Kurbnesh, villes du cuivre, Lac, ville de l'industrie chimique, Bulqizë, ville du chrome, Prrenjas ville du ferronickel, etc., où vivent des dizaines de milliers de familles ouvrières.

Ce programme continue de se réaliser à des rythmes rapides. Telle est la ville de Tirana qui se transforme et se développe de jour en jour.

Avant la Libération, Tirana était une ville presque moyenâgeuse. A part le centre où se trouvaient quelques édifices, les autres constructions de Tirana ne différaient pas beaucoup de celles des villages les plus arriérés. La caractéristique la plus typique était le grand contraste entre la vie luxueuse menée par les «notabilités» de la capitale et la profonde misère des gens simples. Dans le palais royal on s'enivrait au Champagne de grande marque, alors que le peuple manquait d'eau potable. Au Parlement les députés réactionnaires exprimaient leur souci devant la surproduction dans renseignement, alors que même Tirana, capitale du pays, faisait pitié par sa misère et son état arriéré. C'était la seule capitale en Europe, dépourvue de toute industrie, d'écoles supérieures, d'institutions scientifiques, de théâtre et d'établissements culturels et artistiques de n'importe quel genre.

La nouvelle Tirana du socialisme a complètement changé de visage et elle a défié tout ce qui se rattache au sombre et amer passé.

A Tirana a été édifiée une jeune et puissante industrie diversifiée, qui a fourni en 1975 20,7% de la production industrielle du pays. Rien n'y rappelle la ville moyenâgeuse qu'elle était dans le passé et l'on peut aujourd'hui la considérer comme une belle réalisation des années du socialisme.

Ce progrès s'est accompagné d'un fort accroissement de la population de la ville, qui est passée de 25.100 habitants à la Libération à 189.200 habitants en 1975, soit une augmentation de 7,5 fois. Afin d'assurer de bonnes conditions de logement à la population et le développement des activités socio-culturelles, il a été construit de nombreux édifices, équipés de toutes les installations sanitaires et des services de voirie nécessaires ainsi que des établissements scolaires, culturels, sanitaires, commerciaux, etc. Rien qu'au cours du 5^e plan quinquennal ont été construit 8500 appartements et logements. L'eau des puits a cédé la place à l'eau pure des monts de Selita.

Les étudiants et les élèves de Tirana pourraient à eux seuls peupler une ville de l'importance de Fier ou de Berat. En 1975 on comptait 65,760 élèves sur les bancs des écoles primaires et secondaires, et 17.000 étudiants à l'Université, soit 3 fois plus qu'en 1960.

Sur l'emplacement du vieux marché, carcasse du moyen âge, a été construit le grand palais de la culture, avec son théâtre de l'Opéra, l'Ensemble de chants et de danses, la bibliothèque nationale, etc.

Tirana peut être appelée aussi ville-jardin. Grâce au grand travail mené par l'Etat et à la sollicitude des citoyens pour la création de parcs, de jardins de fleurs, au lieu de 0,5 m² d'espace vert qu'il y avait par habitant en 1939, il y en a aujourd'hui 17 m², non compris ici les nombreux jardins de maisons privées.

Chez nous le loyer est symbolique, il ne représente que de 1,5 à 3% des dépenses d'une famille. C'est là une autre supériorité du socialisme sur le capitalisme, où le logement donne lieu à un commerce avantageux et absorbe presque la moitié du salaire mensuel des travailleurs.

Appliquant la politique du Parti du Travail d'Albanie en vue de la réduction continue des différences essentielles entre la ville et la campagne, les constructions à la campagne également ont pris de vastes proportions. Au cours du 5^e quinquennat, grâce aux crédits accordés aussi par l'Etat, on a construit environ 40.000 logements. A la place des villages de naguère, faits en majeure partie de chaumières éparses, antihygiéniques et sans aucune commodité, actuellement on a bâti de nouveaux villages socialistes, construits selon un schéma directeur, pourvus d'un réseau de rues, de canalisations d'établissements socio-culturels, de clubs ou de maisons de la culture, de cantines, de crèches, de jardins d'enfants, d'écoles, de centres sanitaires comportant de médecins, de sages-femmes, de dentistes, de magasins, de services publics, etc. ce qui a considérablement ranimé la vie des paysans coopérés.

L'électrification complète de tous les villages s'est achevée le 25 octobre 1970, avec une anticipation de 15 ans sur le terme prévu. Elle joue un rôle important dans le développement de l'économie, de la culture, de la technique et de la science dans la production agricole et d'élevage, ainsi que dans l'amélioration des conditions d'existence des paysans, et son achèvement a constitué un joyeux et très important événement dans la vie du pays et spécialement de la paysannerie.

Le raccordement de tous les villages au réseau téléphonique, la construction de routes carrossables, les travaux d'adduction qui ont approvisionné en eau tous les villages constituent d'autres mesures importantes.

Le développement de notre village socialiste s'accélénera grâce aux mesures prévues par le 6^e plan quinquennal.

IV — LA REALISATION DES DROITS CONSTITUTIONNELS SOCIO-ECONOMIQUES DES CITOYENS - AUTRE FACTEUR TRES IMPORTANT DU MIEUX - ETRE GENERAL

1 — L'application révolutionnaire de la loi économique socialiste de la répartition selon le travail. Le rapport entre les bas et les hauts salaires et de 1 : 2

« En République Populaire Socialiste d'Albanie, est appliqué le principe socialiste «de chacun selon ses capacités, à chacun selon son travail». A travail égal est assuré un salaire égal. » (Article 30 de la Constitution)

Le socialisme est l'oeuvre consciente des travailleurs sous la direction du Parti marxiste-léniniste. Le développement planifié de toute la vie du pays, de toutes les branches et de tous les secteurs de la production matérielle et spirituelle de la ville et de la campagne, de l'art et de la culture, de l'enseignement, de la science et de la technique, sur la base des enseignements du marxisme-léninisme, des exigences des lois économiques objectives du socialisme, assure la réalisation des droits socio-économiques des travailleurs, l'accroissement continu de leur bien-être matériel et spirituel. Le bien-être des masses travailleuses a été et demeure le but fondamental du socialisme, la loi économique objective essentielle qui dirige toute l'activité des organes du Parti et du pouvoir populaire.

5. REVENU REEL PAR HABITANT (%)	
1975	100
1980	111-114

« Le Parti poursuivra à l'avenir également sa juste politique d'amélioration du bien-être, qui consiste à réaliser le bien-être général de l'ensemble de la population, à satisfaire les besoins économiques, culturels et sociaux les plus urgents et les plus massifs des travailleurs et à réduire de façon continue les différences 'de niveau des revenus et des conditions de vie entre la ville et la campagne et entre les divers groupes de la population. » (E. Hoxha, *Rapport au VI^e Congrès du PTA*, p. 93, éd. alb.)

Dans la réalisation de cette politique, le PTA a eu en vue les enseignements des classiques du marxisme-léninisme selon lesquels la répartition du produit en régime socialiste se fonde sur le principe socialiste : «de chacun selon ses capacités, à chacun selon son travail», «à travail égal, salaire égal». Soulignant la nécessité d'une différenciation dans le traitement matériel des travailleurs, les classiques du marxisme-léninisme ont mis aussi l'accent sur le fait que ces différenciations doivent être réduites au minimum, afin qu'il n'y ait pas de privilégiés. En cette question, le Parti s'appuie sur

l'expérience concrète de la construction du socialisme dans notre pays et sur celle de la Commune de Paris. A ce propos, Marx écrivait :

« Depuis les membres de la Commune jusqu'au bas de l'échelle, la fonction publique devait être assurée pour des salaires d'ouvrier. Les bénéfices d'usage et les indemnités de représentation des hauts dignitaires de l'Etat disparaissent avec ces hauts dignitaires eux-mêmes... » (K. Marx — F. Engels, *Oeuvres choisies*, Vol. I, p. 489, éd. alb.)

Le principe de répartition «de chacun selon sa capacité, à chacun selon la quantité et la qualité du travail fourni» répond au niveau du développement des forces productives et de la production sociale dans la phase de la construction de la société socialiste. Il permet de maintenir la différenciation entre le travail non qualifié et le travail qualifié, entre le travail manuel et le travail intellectuel, entre le travail aisé et le travail pénible, entre le travail effectué dans des conditions normales et celui effectué dans des conditions difficiles, entre le travail dans les branches importantes et le travail dans les branches moins importantes, dans les activités essentielles et dans les affaires accessoires, etc.

La question de savoir quels rapports s'établissent dans ces différenciations, si celles-ci s'accroissent ou se réduisent, revêt une grande importance de principe et pratique. Selon la manière dont cette question est résolue, les rapports de répartition conservent leur caractère socialiste ou ils dégénèrent en rapports bourgeois-capitalistes. Notre Parti a pris des mesures pour réduire ces différenciations, pour fermer graduellement les ciseaux.

L'une des raisons objectives de la restauration du capitalisme en Union soviétique et dans les pays où les révisionnistes sont au pouvoir, consiste dans les grandes différences introduites dans les salaires et autres rémunérations, ce qui a entraîné la création de la caste de l'aristocratie bureaucratique, devenue la base sociale du révisionnisme pour faire dégénérer la dictature du prolétariat en une dictature de la nouvelle bourgeoisie révisionniste, et la propriété socialiste en propriété capitaliste d'un type particulier, qui s'accompagne du rétablissement du système du travail salarié, de la transformation de la main d'oeuvre en marchandise, de l'appropriation de la plus-value, de la sueur et de la peine des ouvriers par cette nouvelle bourgeoisie, et tout cela a été réalisé à travers l'augmentation des traitements des cadres, qui sont de 15-20 fois plus élevés que les salaires des ouvriers, et au moyen de gratifications de toutes sortes attribuées aux bureaucrates.

C'est pourquoi le Parti et le gouvernement, de la RPSA, soucieux d'améliorer le bien-être général et d'établir aussi de justes rapports et liens entre les cadres et les masses, n'ont cessé de prendre des mesures pour réduire ces différences.

Dans notre pays, les classes exploiteuses ont été éliminées. Mais le danger de voir se former des couches, des classes et des castes privilégiées, n'est pas pour autant totalement écarté. Ce danger peut devenir une réalité, si les cadres et les fonctionnaires de l'Etat se bureaucratisent, se coupent du peuple et se transforment, de serviteurs de ce dernier qu'ils étaient, en ses dominateurs si le principe socialiste de la rémunération selon le travail fourni est faussé, si l'on permet que les cadres et les fonctionnaires touchent de hauts salaires et gratifications, et si l'on cesse de mener un bon travail d'éducation de classe révolutionnaire auprès des cadres et des masses. Permettre de grandes différences de salaires et de rémunérations c'est amener les cadres à se couper des masses, c'est cultiver les tendances à se tenir au-dessus des masses, à rechercher des privilèges, à se transformer de serviteurs du peuple en bureaucrates qui aspirent à commander et à dominer les masses.

Le Parti du Travail d'Albanie et le gouvernement ont suivi la ligne de la réduction graduelle des différences de revenus et de niveau de vie entre les cadres et les masses, et effectivement le rapport entre les bas et les hauts salaires a été de 1 : 2,5.

La décision du CC du PTA et du Conseil des ministres de la RPSA du 1^{er} avril 1976 «Sur la baisse des hauts salaires, sur certaines améliorations apportées au système des salaires des travailleurs et sur la réduction des différences entre la campagne et la ville» a permis de perfectionner encore davantage les rapports de production, en combattant tout privilège, sans pour autant tomber dans l'égalitarisme petit-bourgeois, qui est étranger au socialisme. La réduction des salaires dépassant 900 leks, dans une mesure allant de 4 à 25% a atténué encore plus la différence des salaires en ramenant à ce rapport à 1 : 2.

Ces mesures, en harmonisant mieux les salaires des travailleurs des diverses branches de la production, de l'administration, de l'enseignement, de l'art et de la science, permettent de révolutionnariser les rapports de répartition. Elles sont par là une expression du traitement de classe du problème des salaires et tendent à faire en sorte que les cadres se révolutionnarisent aussi du point de vue matériel, qu'ils restent les «serviteurs du peuple», que les rapports entre les cadres et les masses se raffermissent, que les gens et surtout les cadres soient préservés contre les influences étrangères, contre la tendance à faire passer l'intérêt personnel avant toute chose.

Les mesures prises en vue d'élever les revenus de la paysannerie, de promouvoir son développement social et culturel, de réduire les différences essentielles entre la ville et la campagne revêtent une importance politique particulière.

A ce propos, le camarade Enver Hoxha au VII^e Congrès du PTA, a dit :

« En cette question il (le Parti) s'est toujours guidé sur le principe selon lequel le socialisme ne se construit pas seulement à la ville, ni seulement pour la classe ouvrière, mais qu'il se construit aussi à la campagne, et aussi pour la paysannerie ». (E. Hoxha, *Rapport du VII^e Congrès du PTA*, p. 77, éd. alb.)

Des mesures concrètes ont été prises afin de mettre en oeuvre ces orientations. Les salaires des ouvriers agricoles ont été élevés. L'Etat a couvert toutes les dépenses engagées par les coopératives sur le fonds commun, pour l'entretien des centres sanitaires et gynécologiques, des maternités, des crèches et des jardins d'enfants, pour la rétribution du personnel des maisons de la culture, etc.

L'élévation du taux des pensions de retraites des coopérateurs, l'alignement de ces prestations sur celles des travailleurs de la ville, l'élévation de la retraite minimale, les dépenses assumées par l'Etat pour le congé de grossesse et de maternité des coopératrices et l'unification de la prime d'accouchement pour les mères de la ville et de la campagne, sont autant de mesures, très importantes dans le cadre de celles qui ont été prises pour réduire les différences de traitement entre les travailleurs de la ville et de la campagne. Dans les coopératives des zones de collines et de montagnes, l'Etat accroîtra le montant de ses investissements pour la construction d'ouvrages d'irrigation, le défrichement de terres nouvelles, pour leur aménagement et la construction de champs en terrasses, la création de nouvelles plantations d'arbres fruitiers, de vignes et d'olivaies, pour l'achat de bêtes de trait et de somme, etc. Le prix des engrais chimiques, du nitrate d'ammonium et de l'urée a baissé de 9-15% ; etc, etc.

Outre ces mesures avantageuses, la paysannerie travailleuse bénéficie chaque année d'une somme de plus de 140 millions de leks, qui lui sera affectée sur le budget d'Etat, ce qui représentera pour elle un avantage très supérieur à celui que lui a apporté la plus forte des baisses de prix promulguées dans les années antérieures.

Ces mesures constituent une grande victoire pour le peuple albanais dirigé par le Parti avec à sa tête le camarade Enver Hoxha. Elles témoignent de la force et de la vitalité de notre régime socialiste, de notre Etat de dictature du prolétariat. Elles illustrent la supériorité de notre système économique et social socialiste, le développement ininterrompu et la stabilité de notre économie planifiée. Elles prouvent qu'en Albanie Socialiste où le PTA suit une juste politique marxiste-léniniste révolutionnaire, non pas en paroles mais dans les faits, la vie se développe normalement, l'économie progresse en s'appuyant puissamment sur ses propres forces et croît sans anarchie ni crise, bref, que le bien-être du peuple ne cesse de s'améliorer. Ce développement et ce progrès se réalisent dans le cadre de la lutte de classe, menée contre les ennemis intérieurs et extérieurs, à travers un intense travail idéologique et politique, contre les tâches qui subsistent dans les consciences, contre le bureaucratisme, le libéralisme, contre le blocus et la crise économique financière du monde capitaliste et révisionniste, et à travers l'application conséquente du slogan révolutionnaire «d'une main la pioche de l'autre le fusil».

L'importance de ce progrès et de cette stabilité économiques apparaît encore plus considérable quand on a en vue que le monde capitaliste et révisionniste est plongé dans une profonde crise économique, politique et sociale, où sévissent le chaos, la spontanéité et l'anarchie. D'où la baisse de la production, le chômage, la hausse des prix, l'inflation, la pauvreté, la misère pour les larges masses travailleuses, l'enrichissement et les bénéfices fabuleux pour la bourgeoisie et les cliques dominantes. La même situation règne dans les pays révisionnistes. Rappelons que c'est là une des raisons des grèves et des

affrontements suscités par les ouvriers en Pologne et dans d'autres pays. La sombre réalité de la situation dans la prétendue «société de consommation», apparaît encore plus obscure si l'on a en vue que dans la structure des revenus familiaux de ces pays 60% vont au loyer, aux impôts, à l'électricité, aux assurances, aux frais médicaux etc. Chez nous par contre les prix du loyer, de l'eau, de l'électricité et des autres services sont purement symboliques.

C'est justement dans cette situation de stabilité économique que réside la garantie des progrès envisagés pour le 6^e quinquennat, dans la voie du mieux-être général des masses ; c'est là qu'ont leur source l'enthousiasme révolutionnaire, l'émulation socialiste et les initiatives créatrices qui se sont déclenchées au sein de la classe ouvrière et des masses travailleuses.

2 — En Albanie Socialiste il y a du travail pour tous. La classe ouvrière est la classe dirigeante de la société

« En République Populaire Socialiste d'Albanie les citoyens ont droit au travail, et ce droit est garanti par l'Etat ». (Article 44 de la Constitution)

Le travail est la source de tous les biens matériels et spirituels de la société. Le Parti et le pouvoir populaire ont visé à ce que le bien-être des masses travailleuses, soit assuré avant tout par la participation de toute la population active — hommes et femmes, — à la production. En fait, dans notre pays, le chômage a été éliminé, tout le monde travaille, à la ville comme à la campagne, dans les branches de la production matérielle et dans les services, dans les secteurs de l'art, de la culture, de l'éducation, de la santé, etc. L'émigration, cette grave plaie du passé, a pris fin. L'Albanie n'est plus, comme elle l'était jadis, un pays d'émigration massive, d'où, des milliers d'ouvriers, de paysans et d'artisans ruinés, ne pouvant trouver d'acheteurs pour leur force de travail dans leur patrie, portaient pour des pays lointains de tous les coins du monde, pour n'y trouver que l'exploitation, les maladies, l'invalidité et la mort.

Actuellement l'Albanie est un pays où chacun a son travail assuré dans sa Patrie socialiste, où chacun oeuvre et construit pour soi et pour la société. Les trente-deux années d'activité du pouvoir populaire pour la construction du socialisme, sont un vivant témoignage de la solution en Albanie du grand problème du plein emploi, ce qui concorde pleinement avec le fait que le socialisme est l'oeuvre créatrice et consciente des masses travailleuses.

« Toute la vie, le développement et le progrès matériel et spirituel de notre société socialiste a dit le camarade Enver Hoxha — ont pour fondements le travail, l'esprit et le coeur de nos travailleurs. Ils sont les maîtres d'eux-mêmes, ils oeuvrent, créent et dirigent de manière consciente, en s'appuyant sur la connaissance et l'application des lois du socialisme. Le but de toute leur activité est la construction du socialisme et du communisme ». (E. Hoxha, *Comment comprendre et résoudre certains problèmes de notre économie socialiste*, 1969.)

L'instauration de la propriété sociale des moyens de production et le processus de développement impétueux des forces productives à la ville comme à la campagne se sont accompagnés de la liquidation des classes exploiteuses et parasites. Actuellement dans notre pays il n'existe que deux classes, qui sont amies: la classe ouvrière et la paysannerie coopératrice, auxquelles s'ajoute la couche de l'intelligentsia populaire qui provient de celles-ci.

La croissance et le développement de la classe ouvrière est une grande victoire historique réalisée au cours des années de pouvoir populaire. De classe opprimée et exploitée, ne comprenant que quelque 15.000 ouvriers, et encore pour la plupart apprentis dans l'artisanat, le commerce et les services publics, la classe ouvrière est devenue une armée puissante, environ 27 fois plus nombreuse qu'avant la Libération.

La classe ouvrière travaille dans le secteur de la propriété sociale d'Etat, qui réalise plus de 80% du produit social total et environ 3/4 du revenu national. Les familles ouvrières représentent 36% de la population.

C'est là une classe ouvrière qualitativement jeune. Alors qu'elle comprenait surtout des apprentis, des ouvriers des secteurs de l'artisanat et des services, elle regroupe aujourd'hui des ouvriers des industries minière, métallurgique, mécanique chimique, de l'industrie du bâtiment, des communications, etc. Au lieu d'une classe naguère encore d'un bas niveau d'instruction et de formation professionnelle, elle est

aujourd'hui une classe où 50% des ouvriers ont terminé leurs études secondaires et le cycle de huit ans, et la plupart d'entre eux ont acquis un bon niveau de qualification.

Sous la direction du Parti, la femme albanaise, libérée une fois pour toutes de l'oppression et de l'exploitation de classe, est devenue une grande force dans tous les domaines de la construction socialiste. Les femmes représentent plus de 46% de tous les travailleurs du pays. Dans certains secteurs, le rôle des femmes est devenu décisif, particulièrement dans les domaines de renseignement, de la santé et du commerce, etc.

L'attribution d'emplois à toute la population est réalisée compte tenu des besoins de toutes les branches de l'économie. Dans ce cadre, partant de la nécessité de développer rapidement la production agricole et pastorale, et d'assurer avant tout le pain dans le pays même le Parti et le pouvoir n'ont pas suivi une politique de dépeuplement des campagnes, comme cela se produit dans les pays capitalistes et révisionnistes, bien au contraire la population rurale s'est encore accrue. Ainsi en 1973, celle-ci se montait à 1.578.900 habitants contre 952.700 en 1950.

Les engagements d'aller travailler pour une période de 1 à 3 ans, et même définitivement, à la campagne revêtent une importance particulière pour assurer le développement des zones rurales et le plein emploi.

C'est dans cet esprit que des milliers de jeunes gens et de jeunes filles ont quitté leurs villes pour aller travailler et s'installer à jamais dans notre campagne socialiste, où toutes les conditions nécessaires ont été créées pour une vie de qualité. Tels sont par exemple les centres agricoles de Ksamile, Lukovë, Jonufër, qui se trouvent sur le littoral, de Hoxharë dans le district de Fier, etc., etc. où le travail, les chants et la vie nouvelle de notre jeunesse, bâtisseuse du socialisme, battent leur plein.

Ksamile, par exemple, était, il y a quelques années, un lieu où l'on ne pouvait même pas mener paître le bétail, un lieu rempli de broussailles, de buissons, de pierres et de rochers escarpés. Notre pouvoir populaire a décidé de planter ces collines et ces plateaux d'agrumes et d'oliviers. Et la jeunesse s'est chargée de cette action. Les mines et les pioches, se sont mises à retentir, les rocs, les broussailles et les buissons ont été déblayés, la terre a été préparée et 90.000 pieds d'agrumes et 36.000 pieds d'oliviers ont été plantés. On est en train d'y planter encore des dizaines de milliers de citronniers, d'orangers, et d'oliviers. Le climat de Ksamile est dans tout le pays le plus approprié à la production d'agrumes. Mais bien que ces conditions de sol et de climat aient toujours existé, ce lieu si fertile était resté désert. Il a fallu la main puissante du Parti qui dressa le peuple et surtout la jeunesse, pour qu'y soit créée l'une des plus grandes plantations d'agrumes et d'oliviers du pays.

Grâce au travail des jeunes volontaires et au soin qu'ils ont mis à effectuer les services agro-techniques, les arbres sont très sains et ont porté leurs fruits avec une anticipation de deux ans.

Les jeunes travaillent et s'initient aux secrets de la science agro-technique, ils fréquentent des écoles et suivent des cours, ils se distraient en créant des groupes artistiques d'amateurs, de culture physique et surtout en s'adonnant à la natation. L'eau pure et bleue de la mer Ionienne et l'ensoleillement continu durant presque toute l'année offrent des conditions favorables pour une parfaite préparation physique et une santé solide. Le pouvoir populaire a créé aux jeunes toutes les conditions matérielles nécessaires pour mener une vie de qualité, de joie et de bonheur.

Les jeunes de Ksamile, comme toute la jeunesse de notre pays et notre peuple tout entier, n'oublient pas un instant que la défense de la Patrie est le devoir suprême, et c'est pourquoi ils se préparent aussi sur le plan militaire. Le mot d'ordre «d'une main la pioche et de l'autre le fusil» n'est pas un simple slogan, c'est un guide pour l'action, qui se matérialise dans la préparation générale pour la défense de la Patrie socialiste contre tout agresseur ou coalition d'agresseurs.

Le développement révolutionnaire du pays, l'élargissement de la démocratie socialiste, l'élévation du niveau politique, idéologique, scolaire et technico-professionnel de la classe ouvrière, ont permis à celle-ci d'élever en même temps son rôle dirigeant, et d'étendre sa participation à l'administration du pays, à la solution de grands problèmes politiques, économiques et sociaux, de l'édification socialiste et de la défense.

Le Parti du Travail d'Albanie, parti révolutionnaire de la classe ouvrière, armé et éclairé par la théorie marxiste-léniniste, a mené un vaste travail pour faire en sorte que le rôle dirigeant de la classe ouvrière soit renforcé partout, dans tous les domaines d'activité. La classe ouvrière réalise son rôle dirigeant à travers le Parti et l'Etat prolétarien. Le Parti marxiste-léniniste fait prendre conscience à la classe ouvrière de sa mission historique, il lui définit clairement les objectifs de la lutte et les voies à suivre pour leur réalisation. En Albanie socialiste il n'y a pas de questions politiques du Parti et de l'Etat, sur lesquelles la classe et les masses travailleuses ne disent pas leur mot ou qu'elles ne contribuent pas activement à les résoudre.

Le contrôle direct de la classe ouvrière et des autres masses travailleuses revêt une grande importance dans ce sens. Ce contrôle, qui est exercé sous la direction du Parti, est un principe général et permanent de la société socialiste, c'est pourquoi il est sanctionné par l'article 10 de la Constitution de la RPSA, qui déclare :

« La classe ouvrière, en tant que classe dirigeante de la société, la paysannerie co-opératrice ainsi que les autres travailleurs exercent, sous la direction du Parti du Travail d'Albanie, un contrôle direct et organisé sur l'activité des organes d'Etat, des organisations économiques et sociales et de leurs travailleurs, pour défendre les conquêtes de la révolution et renforcer l'ordre socialiste. »

Le contrôle ouvrier, en tant qu'expression de l'exercice de la dictature du prolétariat par la classe ouvrière en alliance avec la paysannerie, s'est révélé très fructueux pour détecter et éliminer bien des défauts et des faiblesses, des manifestations de libéralisme. Il a servi de puissant moyen pour combattre le bureaucratisme et la routine dans certaines administrations et entreprises économiques afin que les cadres et les employés gardent leur caractère de serviteur du peuple, que la ligne du Parti soit appliquée sans failles, et que les tâches de la construction socialiste soient réalisées avec succès dans tous les domaines. Le contrôle ouvrier est devenu aujourd'hui une arme puissante de la lutte de classe contre toute influence et manifestation étrangère, afin d'inculquer partout l'idéologie et la morale prolétariennes.

Les diverses actions du contrôle ouvrier organisées selon les orientations du Parti dans les domaines de l'économie, de l'art, de la culture, de la défense, etc., contre les manifestations étrangères de l'idéologie bourgeoise et petite-bourgeoise, contre les manifestations de bureaucratisme et de libéralisme, etc., démontrent clairement que ce contrôle est une arme puissante pour la défense de la dictature du prolétariat et pour la construction du socialisme, elles démontrent son efficacité en tant que forme de la démocratie socialiste en action et de la participation des ouvriers à l'administration du pays. Nos cadres révolutionnaires, éduqués par le Parti, comprennent toujours mieux l'importance du contrôle ouvrier non seulement en tant que forme de la fonction de direction qu'exerce la classe ouvrière mais aussi comme un moyen pour prévenir les défauts. A ce propos, le camarade Enver Hoxha, au cours de sa visite dans le district de Korçë, en août 1975, a donné une fois de plus un haut exemple d'esprit et de modestie communiste lorsqu'il a dit aux ouvriers :

« Nous venons chez vous pour prendre de nouvelles forces, nous instruire à votre exemple, camarades ouvriers, parce que le Parti nous recommande de nous instruire toujours mieux à l'école de la classe ouvrière, du peuple ».

Et le contrôle ouvrier agit non seulement sur l'administration mais aussi comme un contrôle parallèle et un auto-contrôle, selon la méthode de « autocritique, critique, correction, tempe de la conscience socialiste ». Et cela confère à la classe le droit moral de contrôler les autres.

La classe ouvrière non seulement dirige par sa politique, son idéologie et son contrôle, mais elle est présente auprès de tous les organes du pouvoir et de l'administration d'Etat. Environ 40% des travailleurs dans les administrations centrales sont directement issus de la classe ouvrière, ce qui a permis de renforcer le caractère de classe des administrations et du pouvoir étatique, de les régénérer, de les rendre plus souples, plus opérationnelles et plus révolutionnaires.

La réalité de l'Albanie Socialiste, où la classe ouvrière dirige et guide non pas en paroles mais dans les faits, rejette les conceptions idéologiques et les théories philosophiques des politiciens bourgeois et révisionnistes, qui, sous diverses nuances, cherchent à nier l'importance du rôle dirigeant du prolétariat dans la révolution et dans la construction du socialisme, afin de perpétuer le régime exploiteur.

6. NOMBRE DES ELEVES DES ECOLES SECONDAIRES DE L'ENSEIGNEMENT REGULIER ET POUR ADULTES (%)	
1975	100
1980	129

3 — L'enseignement général et l'enseignement pour les travailleurs — grande victoire du peuple.

« Les citoyens ont droit à l'instruction. L'enseignement de huit ans est général et obligatoire. L'Etat tend à élever le niveau de l'enseignement obligatoire ». (Article 52 de la Constitution)

L'enseignement en Albanie est fidèle aux meilleures traditions de l'école albanaise nationale et laïque. Il est organisé et dirigé par l'Etat, il est ouvert à tous et dispensé gratuitement ; il est édifié sur la base de la conception marxiste-léniniste du monde et il combine l'instruction avec le travail productif et l'éducation physique et militaire.

Notre peuple n'a jamais séparé sa lutte pour la liberté, l'indépendance, la terre et le pain, de la lutte pour sa langue, et pour l'école albanaise. C'est dans cette lutte que sont nées les traditions progressistes, le caractère patriotique, laïc et démocratique de l'école albanaise.

Les dominateurs étrangers et l'arrivée au pouvoir de la clique de Zogu ont, certes, fait obstacle aux aspirations du peuple albanaise à la liberté, au progrès et à l'instruction. Mais malgré tout la lutte du peuple pour le progrès et l'instruction n'a pu être étouffée.

Déjà durant la Lutte de libération nationale et surtout après l'instauration du pouvoir populaire, le Parti a veillé avec le plus grand soin à organiser et développer l'enseignement de façon qu'il réponde aux tâches de la dictature du prolétariat et devienne vraiment le bien du peuple.

La première des tâches dans le domaine de l'instruction était de combattre l'analphabétisme. Répondant à l'appel du Parti «Pas un analphabète dans l'Albanie nouvelle !» on a réussi en peu d'années à éliminer l'analphabétisme dans toute la population de moins de 40 ans.

L'ouverture des écoles d'enseignement primaire dans tout le pays a créé les conditions requises pour le passage à l'enseignement général et obligatoire, d'abord de 7 ans, plus de 8 ans. L'enseignement secondaire de formation générale et professionnelle s'est beaucoup étendu, des instituts et une université ont été créés pour la formation des cadres supérieurs dans le pays.

Le vaste réseau d'écoles créées et leur diversité, depuis les établissements de l'enseignement préscolaire jusqu'à l'Université, ont conféré à notre enseignement un caractère de masse et donné aux enfants de nos travailleurs de la ville et de la campagne la possibilité de s'instruire et d'élever leur niveau culturel. Sur une population de quelque 2.500.000 d'habitants plus de 700.000 personnes ont suivi, pendant l'année scolaire 1977-1978, des écoles de diverses catégories, autrement dit une personne sur trois va à l'école. Ces résultats ont été obtenus en une période record et ils revêtent une grande importance pour le progrès du pays dans la voie du socialisme. C'est là une grande victoire historique si l'on tient compte du fait qu'avant la Libération 85% de la population était analphabète et que 80% des villages n'avaient pas du tout d'écoles, alors que 6 villes seulement étaient pourvues d'écoles secondaires, qui n'accueillaient toutefois que les enfants des classes et des couches riches. L'Albanie était le seul pays en Europe sans établissement d'enseignement supérieur.

Afin que la scolarité de 8 ans obligatoire pour tous, passe dans les faits, des écoles ont été ouvertes dans tous les coins du pays. En outre, des établissements secondaires fonctionnent dans toutes les villes ainsi que dans de nombreux lieux de travail et villages. L'enseignement secondaire est appelé à devenir obligatoire pour tous les enfants de l'Albanie socialiste. L'Université, ses diverses filiales et les instituts supérieurs sortent chaque année des milliers de cadres de 58 disciplines. Grâce à ce grand travail on comptait en 1975 72 fois plus de cadres dotés d'une instruction supérieure qu'avant la Libération.

Les élèves et les étudiants se sont vus créer de multiples facilités ; il a été mis sur pied à leur intention des cantines, internats et autres établissements socio-culturels et un grand nombre d'entre eux sont boursiers de l'Etat.

L'enseignement à l'intention des travailleurs revêt une grande importance pour donner à notre système éducatif un caractère de masse et préparer des ouvriers qualifiés, des cadres spécialisés et des dirigeants provenant de la classe ouvrière et de la paysannerie travailleuse. Au cours de l'année scolaire 1977-1978 plus que 100.000 travailleurs fréquentaient les diverses écoles ouvertes à leur intention.

Ainsi on a vu s'accroître non seulement le nombre des travailleurs instruits et qualifiés, mais aussi celui des métiers qu'ils possèdent. Au lieu de 85 métiers principaux exercés avant la Libération, on en compte aujourd'hui plus de 2.000, dont certains, à leur tour, se subdivisent en des spécialités encore plus spécifiques. Le processus de diversification professionnelle s'est accompli aussi dans nos campagnes, socialistes.

Dans le cadre de la révolutionnarisation générale de la vie du pays, le Parti et le camarade Enver Hoxha ont veillé de près à la révolutionnarisation de l'enseignement populaire en tant que puissant moyen pour approfondir la révolution culturelle et idéologique.

Conformément aux enseignements du camarade Enver Hoxha et aux décisions du 8e plénum du Comité central du PTA de 1969, toute l'activité scolaire a été mieux axée sur les trois composantes du système éducatif: étude, travail productif, éducation physique et militaire; en ayant comme pivot idéologique la conception matérialiste marxiste-léniniste du monde.

Les enseignements du Parti et du camarade Enver Hoxha ainsi que l'expérience révolutionnaire de la construction socialiste dans notre pays, contribuent à la consolidation ultérieure du pivot idéologique marxiste-léniniste dans toute l'activité scolaire, afin que notre école renforce toujours plus sa physionomie nationale et son caractère d'école socialiste. Dans les pays capitalistes et révisionnistes par contre les classes au pouvoir utilisent l'enseignement pour leurs intérêts réactionnaires et décadents. Le droit à l'instruction n'est pas reconnu à tous, mais principalement aux classes exploiteuses au pouvoir, qui s'efforcent par tous les moyens et sous toutes les formes de barrer aux masses travailleuses l'accès à l'instruction.

La plus grave plaie de ce système consiste dans le fait qu'on y compte plus de 800 millions d'analphabètes. Leur nombre est élevé même dans les pays capitalistes développés. Ainsi par exemple, en Grande-Bretagne on en dénombre 2 millions, en Italie plus de 2,5 millions, en Indonésie le tiers de la population, soit 30 millions d'habitants, en Inde 7 personnes sur 10 ne savent pas lire ni écrire.

L'accès aux études dans ces pays devient de plus en plus difficile pour les fils des masses travailleuses, et un privilège des riches. Les amphithéâtres des universités se remplissent de fils et de filles de bourgeois, de financiers, de politiciens, bref de la minorité riche. Cela tient aussi au fait que les études supérieures coûtent très cher. Ainsi par exemple aux USA les droits d'inscription pour un an se montent à quelque 7000 dollars. En Italie les droits d'admission à l'Université ont été portés de 8000 à 20.000 liras, les droits d'inscriptions de 30-35000 à 90.000, et pour le retrait des diplômes les droits sont passés de 10.000 à 25.000 liras.

Les prix des manuels et les droits d'inscription ne cessent d'augmenter partout. En Grande-Bretagne par exemple, cette augmentation était en 1976 de 15%, en Allemagne fédérale de 13%, en France de 10%, etc.

La sélection des admissions à l'Université se fait de façon à favoriser les enfants des familles aisées. Et les enfants de travailleurs éventuellement admis à l'Université, sont souvent contraints d'abandonner leurs études, faute de moyens. Le pire c'est que même lorsqu'ils parviennent à les terminer, ils restent sans travail. Selon le quotidien français «Le Monde», «au moins un jeune sur trois, à la sortie d'une école professionnelle, ne trouve pas d'emploi... Pour les filles, la situation est encore plus difficile».

L'aggravation de la crise dans le domaine de l'enseignement s'inscrit dans la crise générale du système capitaliste. Face à une telle situation, des milliers d'instituteurs, étudiants et élèves se portent sur les barricades, organisent des grèves, des manifestations de protestations. Ils comprennent toujours mieux que c'est seulement en intégrant leur lutte à celle de la classe ouvrière et sous la direction de cette dernière qu'ils pourront renverser le régime existant, instaurer la dictature du prolétariat, éliminer les maux du capitalisme, y compris dans le domaine de l'enseignement.

4 — L'assistance médicale et gratuite pour le peuple

« L'Etat assure gratuitement aux citoyens l'assistance médicale nécessaire et les soins requis dans les établissements sanitaires du pays ». (Article 17 de la Constitution)

L'Albanie arriérée et pauvre était un pays au taux de morbosité très élevé, le foyer de graves maladies infectieuses et épidémiques comme la malaria, la tuberculose, la syphilis et d'autres maux dangereux pour la vie des hommes surtout des enfants. Le bas niveau économique des masses, l'alimentation insuffisante, la vie dans des cabanes antihygiéniques et l'impossibilité où elles étaient de payer le prix d'une visite médicale ; puis des médicaments venaient aggraver cette situation. Comme toute autre activité, les services médicaux et pharmaceutiques, bien qu'insuffisants, constituaient une affaire lucrative pour tous ceux qui s'y consacraient.

Au lendemain de la Libération, le pouvoir populaire prit les mesures nécessaires pour mettre fin à cette situation. L'Etat a assumé toutes les obligations pour la protection effective de la santé du peuple. Les cadres médicaux ont été répartis dans de justes proportions à la ville comme à la campagne. Des fonds importants ont été affectés à l'équipement des services sanitaires en appareils et en moyens de diagnostic et de traitement. Des mesures ont été prises pour former et qualifier des cadres médicaux inférieurs et moyens.

D'importants investissements ont été effectués pour élargir le réseau des institutions sanitaires dans tout le pays les fondements de l'industrie pharmaceutique ont été jetés et, en 1952, fut fondé l'Institut Supérieur de Médecine, aujourd'hui la Faculté de Médecine de l'Université de Tirana.

Le réseau d'institutions sanitaires, hôpitaux, polycliniques, maternités, centres sanitaires épidémiologiques, laboratoires, cliniques dentaires, dispensaires et sanatoriums antituberculeux, s'étend et fonctionne dans tout le pays.

A la fin de 1975 dans les hôpitaux et maternités d'Albanie on comptait 4,7 lits pour 1000 habitants.

Des progrès satisfaisants ont été accomplis dans l'organisation des services sanitaires à la campagne. Chaque coopérative agricole est dotée d'un centre sanitaire, qui, outre les services de médecine générale, est aussi pourvu d'une maternité, d'un cabinet dentaire et d'une pharmacie.

Les cadres techniques dotés d'une instruction supérieure dans ce secteur ont augmenté de 23 fois par rapport à la période antérieure à la Libération. Si auparavant, il y avait un médecin ou dentiste pour 8.500 habitants, en 1976 on en comptait aujourd'hui un pour 872 habitants. Rien qu'au cours de ces 4-5 dernières années, la Faculté de médecine a sorti 2,5 fois plus de médecins que le pays n'en comptait avant la Libération. Le district de Vlora l'un des 26 districts du pays à lui seul a plus de médecins que n'en avait tout le pays en 1938.

L'assistance médicale gratuite pour tout le peuple est une grande victoire remportée dans le domaine de la santé. Cette victoire est un autre indice de la grande sollicitude du Parti et du pouvoir populaire pour l'homme, pour sa vie, sa santé, son bien-être etc.

L'assistance médicale gratuite est dispensée par l'Etat à tous les citoyens de la RPSA sans exception ni limitation, selon le principe «à chacun selon ses besoins».

Cette assistance comprend tous les soins, particulièrement l'examen médical, et en cas de besoin, l'hospitalisation, le traitement requis, les divers services, la nourriture, les médicaments, les examens de tout genre (de laboratoire, radiographies, radioscopies, électrocardiographie) etc., le contrôle et les mesures prophylactiques, les désinfections anti-épidémiques, les mesures pour la lutte contre la malaria, et la prophylaxie contre la tuberculose, les soins dentaires et la pose de prothèses, etc ; dans les cliniques dentaires, la fourniture de prothèses orthopédiques et appareils divers.

Les travailleurs ont le droit de se faire soigner dans l'établissement médical, général ou spécialisé et par les médecins de leur choix.

L'administration des soins et la fourniture de médicaments ne comportent aucune limitation économique ou de temps. Les médecins ne pensent pas au coût et à la durée du traitement du malade, ils ont le seul souci de le guérir le mieux et le plus vite possible, afin de lui faire recouvrer sa santé et son activité quotidienne productive.

Ce ne sont pas là seulement des principes de l'humanisme socialiste, ces principes se fondent avec la réalité même de notre vie, de nos services sanitaires. Nos institutions sanitaires sont riches de faits qui témoignent de la sollicitude pour la guérison des malades, et certains de ces faits sont illustrés dans notre presse. Nous évoquerons brièvement un cas parmi tant d'autres :

Lumturi Hoxha, une élève de l'école secondaire professionnelle de Tropoja, est grièvement blessée dans un accident d'auto ; elle souffre d'une fracture multiple du bassin et d'autres graves lésions internes. Après les premiers soins d'urgence, elle est transportée immédiatement en hélicoptère à l'hôpital chirurgical, de Tirana. Elle a perdu beaucoup de sang. On lui fait plusieurs transfusions. Elle a 40° de fièvre. Pour combattre l'infection on lui administre les antibiotiques les plus puissants. Mais sa température baisse difficilement. Finalement elle peut être opérée. L'opération est réussie mais une complication inattendue apparaît. Une septicémie se déclare. Mais médecins et infirmiers éduqués par le Parti à l'amour de l'homme, luttent contre la mort en usant des méthodes scientifiques les plus avancées. Rien n'est ménagé pour sauver la vie de cette jeune fille, et elle est enfin sauvée. Lumturi a séjourné à l'hôpital pendant 4 mois et 10 jours. Quelque 100.000 leks ont été dépensés pour sa guérison.

Dans les pays capitalistes une opération chirurgicale et un traitement médical de ce genre auraient coûté plusieurs millions de leks.

Voulez-vous savoir ce qu'est devenue Lumturi ? Le 1^{er} septembre 1976 les chirurgiens de l'hôpital N°2 furent stupéfaits de voir devant les portes de la Faculté de la médecine, la jeune fille à qui ils avaient sauvé la vie. Actuellement Lumturi poursuit ses études de médecine. En Albanie Socialiste rien n'est épargné quand il est question de la vie de l'homme. Mais mieux vaut protéger la santé des gens que de les soigner. Aussi le principe fondamental de notre médecine est la prophylaxie, la prévention des maladies et des accidents.

Dans les pays capitalistes il existe une assistance médicale tout à fait insuffisante et qui, par son coût élevé, est inaccessible aux larges masses travailleuses. Ainsi même dans les pays capitalistes où l'assistance médicale est le plus développée, et pour les travailleurs bénéficiant de la sécurité sociale, elle est limitée quant à la durée et aux dépenses. Le travailleur assuré n'a pas le droit de se faire soigner par le médecin, qualifié et spécialisé, mais par des médecins désignés par l'Institut capitaliste de la sécurité sociale, qui d'habitude sont moins qualifiés et qui, pour défendre les intérêts de l'employeur, utilisent les procédés de diagnostic et de traitement les moins coûteux. En outre le travailleur assuré est obligé de payer 25-50% des frais médicaux. Aux Etats-Unis d'Amérique, il n'existe pas du tout de sécurité sociale pour l'assistance médicale et les travailleurs, pour une simple opération d'appendicite, sont obligés de payer des milliers de dollars.

a. La lutte contre les maladies contagieuses

Grâce aux mesures sanitaires complexes qui ont été prises, de bons résultats ont pu être obtenus pour la liquidation et la régression de certaines maladies infectieuses.

Du fait des facteurs économiques, sociaux et hydrométéorologiques, la malaria, naguère, faisait rage dans notre pays. En 1938, l'indice splénique constaté était de 59,2% et l'indice parasitaire de 16,5%. En 1947 on commença à employer en grand le DDT pour la désinfection des logements. La combinaison de la désinfection des logements avec le dépistage et les soins donnés aux malades, etc., ont beaucoup concouru à faire disparaître ce mal.

Une oeuvre de grande importance en ce domaine a été menée pour l'assèchement des marécages, la bonification et la canalisation des marais et des terres marécageuses, notamment des étangs de Maliq, de Tërbuf, de Mbrostar, de Thumanë, du Bregu i Mates et de la plaine de Lezhë, de Vrin, du Vurg, de Zadrimë, de Hoxhare été, ce qui a fait qu'aujourd'hui en RPSA les cas de malaria sont si rares qu'ils sont considérés comme un fait exceptionnel.

Pour combattre la syphilis il a été organisé un bon travail sur des bases scientifiques. Après la Libération il a été mis sur pied 77 dispensaires et ambulances antivénériennes et auprès de quelques centres principaux furent installés des laboratoires sérologiques. La séropositivité qui dans les zones les plus infectées était en 1947 de 10,2%, avait baissé en 1963 à 0,03% et elle tend aujourd'hui à disparaître complètement.

La vaccination en masse de la population faite selon des critères scientifiques, a joué un rôle important pour la limitation et la liquidation de certaines maladies infectieuses. Les enfants sont vaccinés contre la diphtérie, la poliomyélite, la variole et le pertus, etc. De ce fait, les cas de ces maladies se sont raréfiés. Notre pays s'est défendu contre l'épidémie de rougeole en 1970-1971 et les mesures prises ont permis de barrer la voie à la petite vérole et au choléra dont ont souffert les pays voisins. Ce sont là des succès importants obtenus dans la lutte contre les maladies infectieuses.

«La tuberculose est une maladie de riches» disait le peuple, alors que les masses travailleuses vivaient dans un état de famine permanente et dans des logis antihygiéniques, en familles patriarcales, ignoraient même les notions hygiène-sanitaires les plus élémentaires et manquaient de toute aide de la part de l'Etat et constituaient par là même un vaste champ à la propagation de la tuberculose qui faisait des ravages. La lutte contre la tuberculose a été et demeure l'une des tâches principales des organes des services sanitaires. C'est dans ce but que le pouvoir populaire a créé l'Institut central de la lutte contre la tuberculose et un vaste réseau de sanatoriums, de dispensaires et d'autres centres antituberculeux, qui, équipés des moyens de diagnostic et de traitement les plus modernes, ont beaucoup contribué à la guérison des malades. Cet effort, parallèlement à l'élévation du bien-être des masses, a eu pour effet de faire baisser d'année en année la courbe de ce mal. C'est ainsi par exemple que, de 296 nouveaux cas pour 100.000 habitants en 1951, ce chiffre a baissé en 1972 à 86 et actuellement il a baissé encore davantage. En conséquence, le nombre des lits dans les sanatoriums antituberculeux a diminué et dans la plupart des dispensaires le traitement hospitalier a été éliminé.

b. Le bien-être de la mère et de l'enfant

« La mère et l'enfant jouissent d'une sollicitude et d'une protection particulières. » (Article 48 de la Constitution)

Naguère encore la situation sociale, économique et sanitaire de la femme albanaise était particulièrement lamentable. Placée dans des conditions d'infériorité par rapport à l'homme, la femme albanaise voyait son rôle réduit à celui d'un simple ménagère, qui devait seulement s'occuper des travaux domestiques et élever les enfants. Le pouvoir populaire a mis fin à cette situation. La femme albanaise, en droit et en fait, est l'égale de l'homme dans les domaines politique, économique et sociale. Elle bénéficie de nombreux avantages qui lui permettent de participer activement à la vie politique et sociale du pays et de s'acquitter tout à la fois de ses devoirs de mère et de ménagère.

Avant la libération du pays l'assistance médicale pour la protection de la santé de la mère et des enfants nouveau-nés n'existait pour ainsi dire pas.

Les cabinets de consultation gynécologique à l'intention des futures mères ainsi que les moyens de propagande sanitaire en vue d'apprendre aux femmes à prendre soin d'elles-mêmes et de leurs enfants durant leur grossesse comme après l'accouchement, faisaient entièrement défaut.

L'absence d'assistance médicale à l'accouchement était à l'origine de grands malheurs. Les décès de mères et de nouveaux-nés à l'accouchement et dans les jours qui suivaient, étaient très nombreux. Cette mortalité était l'une des causes du très faible taux de croissance de la population.

Le pouvoir populaire et notre société socialiste considèrent les enfants comme «les fleurs de la vie», aussi font-ils preuve d'une sollicitude toute paternelle pour la mère et l'enfant. En 1975 on comptait 767 maternités et pavillons particuliers avec environ 4000 lits et un personnel de 5332 de sages-femmes contre 15 lits et 32 sages-femmes en 1938. Alors qu'avant la Libération elles ne disposaient d'aucun appareil, aujourd'hui nos maternités sont équipées de nombreux appareils modernes qui permettent de mener un travail technique et scientifique très attentif. A mesure que les années passent et que la génération des jeunes parents s'accroît, la nouvelle conception sur les valeurs de la médecine porte toujours plus ses fruits, car celle-ci ne sert pas seulement à guérir les malades mais aussi à protéger et à améliorer la santé de toute la société.

La mortalité infantile a sensiblement baissé par rapport au passé et c'est là l'un des facteurs de la vigoureuse croissance de la population. En cette matière, les mesures prises pour combattre les maladies infectieuses, la malaria, la rougeole, se sont révélées très efficaces. De même que les autres mesures contre les maladies comme la diphtérie, la poliomyélite, les infections intestinales, le rachitisme etc.

Une prestation immédiate est accordée aux mères à l'accouchement et les mères de beaucoup d'enfants bénéficient d'une prestation particulière.

Pour que les mères puissent jouir plus pleinement des droits politiques et sociaux qui leur ont été garantis par la Constitution, et travailler tranquilles, l'Etat a créé des crèches et des jardins d'enfants. Les crèches accueillent les enfants jusqu'à l'âge de trois ans, et les jardins d'enfants ceux de 3 à 6 ans.

Ces établissements destinés aux enfants jouent un triple rôle ; ils contribuent à une bonne et saine éducation des enfants, tout en allégeant la charge matérielle des travailleurs, auxquels ne sont imputés que 36% des frais ; ils contribuent à l'éducation des enfants et les préparent à entrer à l'école primaire : Par-dessus tout, la consolidation de la santé des enfants est favorisée par le progrès économique du pays, le développement sur une vaste échelle de l'enseignement et des connaissances scientifiques sanitaires, et par l'exercice de la culture physique et des sports.

c) Les mesures préventives et prophylactiques se sont intensifiées

La préservation de la santé des travailleurs est une question sociale de la plus haute importance. La prophylaxie, la protection de la santé, est le principe essentiel qui préside à l'action des organes du pouvoir et de l'économie dans ce domaine.

Le droit du travail, le Code du travail et les diverses dispositions relatives à cette matière obligent les dirigeants de l'économie à organiser le processus de production de façon qu'il ne soit porté aucun préjudice à la santé des travailleurs.

En fait, la rapide industrialisation du pays s'accomplit sur la base des dernières réalisations de la science et de la technique, et par conséquent, les usines, établissements et nouvelles implantations sont dotés de toutes les conditions de sécurité et de protection du travail. En ce qui concerne la prévention des accidents du travail, quant aux maladies professionnelles, grâce à l'application des mesures de protection prises, elles ne posent pratiquement pour nous aucun problème.

Indépendamment de ces avantages, afin de garantir les conditions techniques et hygiéniques appropriées, conformément au Code du Travail, il est appliqué d'importantes mesures de sécurité technique et d'hygiène.

Les entreprises ne peuvent entrer au service, commencer leur activité ou se transférer dans d'autres locaux qu'avec l'autorisation de l'inspectorat sanitaire d'Etat et de l'inspectorat de protection du travail.

La production et la mise en exploitation des machines et des autres nouveaux mécanismes, ne sont permises que si ceux-ci sont équipés de moyens de protection et satisfont aux exigences des règlements de sécurité technique de façon à éliminer tous les effets nuisibles pour la santé des ouvriers.

Les entreprises sont obligées de prendre des mesures pour assurer de bonnes conditions techniques et hygiéniques, comme par exemple la clôture des endroits dangereux, l'élimination des poussières et des gaz toxiques, l'aération, l'éclairage et une température normale.

Des dizaines de milliers d'ouvriers engagés dans des processus technologiques pénibles, nuisibles à la santé et endommageant ou salissant particulièrement les vêtements, sont équipés gratuitement de vêtements de travail et de moyens de nettoyage, ce à quoi sont affectées chaque année des sommes considérables.

Les ouvriers travaillant dans des locaux où flottent des vapeurs et des gaz nuisibles reçoivent chaque jour du lait et d'autres produits alimentaires particulièrement nutritifs.

Les entreprises sont obligées d'instruire les ouvriers sur la sécurité technique dès le début de leur travail et périodiquement tous les 3-6 mois sans égard aux connaissances que ceux-ci ont pu acquérir dans des cours de qualification ou des écoles.

5 — APRES LE TRAVAIL - LES LOISIRS

« Les citoyens jouissent du droit au repos après le travail. Le temps de travail journalier et hebdomadaire ainsi que les congés annuels payés sont réglementés par la loi. Des maisons de repos, des maisons de la culture et d'autres établissements du même genre sont mis à la disposition des travailleurs. » (Article 45 de la Constitution)

Le travail constitue la source de tous les biens matériels et spirituels. Il est évident que le volume des biens matériels et spirituels produits est à la mesure du temps et de l'intensité du travail fourni. Mais le temps de travail ne peut être illimité. Il comporte ses limites physiques et morales qui sont déterminés par le besoin qu'éprouvé l'homme de se reposer, afin de pouvoir conserver sa capacité de travail, de s'instruire, de s'éduquer, de se distraire, de s'occuper de l'éducation de ses enfants, de participer aux activités politiques, sociales, culturelles, etc.

Dans les conditions des pays où règne l'exploitation, une âpre lutte est menée pour prolonger le temps de travail. D'une part, les exploiters s'efforcent par tous les moyens d'accroître le temps de travail à l'extrême, afin de prélever le plus de surtravail possible. Cela fut et demeure l'une des formes principales de l'exploitation des ouvriers par les capitalistes. En fait, les ouvriers y compris les ouvriers de notre pays avant la Libération, étaient obligés de travailler jusqu' à 14 heures par jour et même davantage. Cette situation subsiste aujourd'hui dans beaucoup de pays du monde.

7. DEPENSES POUR LES MAISONS DE REPOS (%)	
1975	100
1980	120

Dans les conditions actuelles de la lutte des classes, la bourgeoisie est contrainte, sous la pression de la classe ouvrière, de promulguer des lois sur la réduction des heures de travail et les congés annuels payés, mais elle n'a renoncé pour autant ni à l'exploitation, ni au profit maximum.

Les formes et les méthodes les plus employés pour augmenter l'exploitation des ouvriers sont actuellement les rythmes effrénés de production, à travers quoi les ouvriers sont pressés comme des citrons.

La réduction du temps d'élaboration des produits et d'exécution d'opérations particulières, le travail à forfait, le travail à domicile, l'exploitation du travail des enfants, sont autant de méthodes à travers lesquelles les capitalistes intensifient à l'extrême l'exploitation de la classe ouvrière. Ces méthodes et facteurs contraignent les ouvriers à élever les rendements du travail et à produire en 100 heures ce qui était produit en 1948 en 480 heures («Nuova Unità», décembre 1973).

L'accélération des rythmes, de la marche des chaînes, épuise les énergies physiques des ouvriers, détruit leur système nerveux et leur santé. La conséquence directe de cette intensification du travail et de cette exploitation barbare est l'augmentation catastrophique du chômage, la baisse du niveau de vie, et l'accroissement des maladies professionnelles et des accidents du travail. En Italie, par exemple, en 26 ans on a enregistré 120.000 accidents mortels et 800.000 cas d'invalidité. La même situation règne dans les autres pays capitalistes. Cette situation existe aussi dans les pays révisionnistes, où la nouvelle bourgeoisie révisionniste exerce son oppression et son exploitation sur les travailleurs.

Dans notre pays le problème du temps de travail et des congés a été pleinement résolu sur le plan légal comme sur le plan pratique.

Chez nous le droit au repos découle directement du droit au travail et vise à protéger la santé et les capacités de travail des travailleurs, il assure leur progrès culturel, leur crée les possibilités de participer aux activités sociales, politiques, culturelles, etc.

Toute la législation dans le domaine du droit du travail, qui régleme également la période de travail et de congé, assure l'exercice effectif de ce droit inscrit dans la Constitution.

Aux termes de l'article 18 du Code du travail «La durée normale du travail pour les ouvriers et pour les employés est fixée à 8 heures par jour».

La durée du travail de nuit, en raison des difficultés qu'il présente, est fixée à 7 heures, et ce temps de travail est rémunéré comme une journée de huit heures. Pour les mineurs âgés de moins de 16 ans la durée du travail ne doit pas dépasser 6 heures par jour.

Ainsi le Code du travail interdit le travail de nuit et le travail supplémentaire pour les femmes enceintes et les mères allaitant leurs enfants, pour les mineurs de moins de 16 ans, aussi que pour les ouvriers et employés dont l'état de santé certifié n'autorise pas un tel effort.

Les travailleurs effectuant des travaux considérés comme pénibles et nuisibles à la santé bénéficient d'un temps de travail réduit à 7,6 et 5 heures par jour sans diminution de salaire. Ainsi le temps de travail des travailleurs qui manipulent des matières radioactives ou des foyers ionisants est de 5 heures par jour, ceux qui s'occupent de la préparation des solutions arsenicales et les mineurs de fond travaillent 6 heures par jour, et les médecins phthisiatres, les travailleurs des services de médecine légale et d'anatomie pathologique 7 heures par jour.

La réduction du temps de séjour dans des milieux insalubres, l'alimentation adéquate et rationnelle et la protection particulière assurées à ces travailleurs, ainsi que l'interdiction de les astreindre à un travail supplémentaire sont autant de mesures importantes pour la protection de leur santé.

Le PTA et le pouvoir populaire veillent très attentivement à ce que les conditions prévues pour le travail supplémentaire soient strictement appliquées. La pratique continue du travail supplémentaire peut rendre ineffective la réglementation de ce type de travail, aussi le travail supplémentaire se voit-il fixer des limites rigoureuses par la législation du travail. Aux termes du Code du travail, c'est seulement dans des cas particuliers, pour les nécessités indispensables du travail et de la production, que l'ouvrier, avec son plein consentement, peut faire un temps de travail supplémentaire dans la même entreprise, institution ou organisation à laquelle il est attaché avant ou après l'horaire normal, ou dépasser sa norme hebdomadaire ou mensuelle d'heures de travail.

Par les termes «cas particuliers» et «nécessités indispensables», la loi entend les travaux nécessaires pour la défense du pays, pour l'élimination des effets des calamités publiques, les travaux d'adduction d'eau, d'installations électriques, de canalisation, l'achèvement de travaux dont la suspension entraînerait l'endommagement du matériel, etc.

Indépendamment de ces critères, la loi fixe ces heures de travail supplémentaire à un maximum de 180 heures par an pour chaque travailleur. La rémunération de l'heure de travail supplémentaire est supérieure à l'heure de travail normal.

Les ouvriers et employés ont droit à un congé annuel de 12 jours. Les ouvriers âgés de moins de 16 ans ont 24 jours de congé.

Les travailleurs astreints à des travaux pénibles, et nuisibles à la santé, à des travaux scientifiques et intellectuels, les enseignants des divers degrés et branches, les artistes, ceux qui assument des fonctions importantes de direction ont droit, à part le congé annuel, à un congé supplémentaire annuel de 4 à 24 jours.

La loi des assurances sociales prévoit aussi l'octroi d'un congé prolongé, pour un séjour dans des maisons de repos, ou dans des stations thermales, quand cela est recommandé aux travailleurs par les commissions médico-légales.

La limitation de l'horaire normal de travail et l'augmentation de la durée des congés se réalisent aussi chez nous par d'autres voies. Ainsi, afin d'encourager les travailleurs à étudier et de donner toujours plus un caractère de masse à l'enseignement créé à leur intention, le temps de travail de ceux d'entre eux qui poursuivent des études est écourté de 3 à 6 heures par semaine ; il leur est accordé en outre de 15 à 30 jours de congé pour préparer leurs examens de l'année et de 20 à 30 jours pour préparer les examens d'Etat ou leur diplôme de fin d'études.

Le fait que chez nous un travailleur sur cinq va à l'école sans quitter son emploi, prouve la grande sollicitude du Parti et du pouvoir populaire pour l'élévation du niveau d'instruction et de formation technique et professionnelle des travailleurs, afin de les rendre plus aptes à participer à la construction et à la direction du pays.

Le temps total de travail dans la vie d'un travailleur est aussi raccourci du fait que, chez nous, les travailleurs prennent leur retraite de 5 à 10 ans plus tôt que dans les pays capitalistes ou révisionnistes. Cela leur permet aussi de passer leur vieillesse dans de meilleures conditions de santé, et contribue par ailleurs à prolonger de la durée moyenne de la vie, à limiter l'incapacité temporaire et les cas d'invalidité. Mais les retraités, en raison même des bonnes conditions, qui leur ont été assurées, ne perdent ; pas leur capacité de travail et nombre d'entre eux, poursuivant leur activité, s'occupent de la

formation des jeunes travailleurs, se livrent à des recherches ou se distinguent comme activistes sociaux dans les organisations du Front et les autres organisations de masses.

Le pouvoir populaire, en même temps qu'il a garanti politiquement, économiquement et juridiquement le droit au congé, n'a jamais épargné les moyens nécessaires pour créer aux travailleurs les meilleures conditions possibles pour passer leurs congés.

L'Albanie est connue par tous ceux qui l'ont visitée comme un pays d'une rare beauté. Dans tout le pays, du sud au nord on trouve de hautes montagnes couvertes de pins, de chênes, de plateaux et de prairies, parsemés de lacs naturels glaciaires, d'une eau cristalline. C'est dans ces montagnes que prennent leur source les merveilleux cours d'eau qui dévalent nos monts et vont arroser nos vallées.

C'est en ces lieux qu'ont été construites des maisons de repos comme à Theth, Razmë, Korça, Pogradec, Qafshatmë, Voskopojë et à Dardhë. Quiconque a passé ses vacances dans ces établissements en est revenu avec les meilleures impressions à tous les égards.

8. FREQUENTATION DES MAISONS DE REPOS	Pionniers	Travailleurs
1975	100	100
1980	122	121

Parlons un peu de Thethi ;

Est-il un visiteur qui n'ait pas été émerveillé par la beauté de ce site, perle des Alpes Albanaises ?

Theth, situé dans une petite vallée à 860 mètres d'altitude, est entouré des plus hautes cimes d'Albanie, la Radohima (2570 m.) la Jezerca (2694 m.), le Harap (2217 m), le Dren (2160 m) les monts de Zeza et de Zorgj.

Cette vallée est parcourue par un ruban azuré qui semble être tombé du ciel de l'été. C'est la rivière de Theth qui prend sa source au Rocher i Bardhë et à la Source de Shtjerrave, au pied du mont Harap, et roule ses eaux glacées et cristallines, peuplées d'innombrables truites. Dans cet écumeux cours d'eau de montagne se déversent parfois en cascades, de rapides torrents. C'est justement en ce site d'une beauté rare qu'ont été construits une maison de repos, de jolies villas, de restaurants et d'autres établissements de loisirs actifs.

Thethi satisfait chacun par ses multiples ressources ; l'amateur de pêche trouve une vive satisfaction dans les fameuses truites ; qui aime les fleurs est ravi par leur variété et surtout par les caractéristiques de cette zone, renommés pour leur beauté, l'excursionniste n'a que l'embarras du choix et il est émerveillé par la beauté de la nature qui l'entoure, et par les eaux qui écument en tombant des rochers.

Sur le bord de l'Adriatique s'étendent de vastes plages au sable fin, longues de dizaines de kilomètres où le soleil brille sans arrêt pendant huit mois par an, des plages très appréciées par nos travailleurs et les touristes étrangers, et où ont été construites de jolies maisons de repos comme à Shëngjin, à Durrës, et à Divjakë. Notre côte de la mer Ionienne est longée par la magnifique riviera d'Albanie, où le climat montagneux s'unit au climat maritime, où les agrumes, et les oliviers poussent face aux pins, aux cyprès et aux chênes, créant un panorama d'une beauté incomparable, qui séduit le regard et vivifie. On y trouve les maisons de repos de Vlorë et de Dhërmi, si accueillantes et si appréciées par les travailleurs même pendant la saison d'hiver.

Dans les maisons de repos gérées par les unions professionnelles passent leurs vacances chaque année des dizaines de milliers de travailleurs, de petits pionniers et de retraités. Rien qu'au cours de 1975 ont séjourné plus de 41.000 travailleurs et pionniers.

Les assurances sociales dépensent des sommes considérables pour l'entretien de ces établissements.

Les travailleurs qui passent leurs vacances dans les maisons de repos ne payent que 35% des frais réels de leur séjour, la différence étant couverte par l'Etat. En outre l'Etat a créé les possibilités à des centaines de milliers d'autres travailleurs de passer, à leurs propres frais, leurs grandes vacances sur les plages de notre littoral et en d'autres sites climatiques.

Le pouvoir populaire témoigne le plus grand intérêt pour la manière dont les travailleurs passent leurs loisirs et il veille à ce que, tout à la fois, ils se reposent, se distraient, et s'éduquent. C'est là un problème très important à la solution duquel sont engagés tous les organismes étatiques et sociaux, les Unions professionnelles en particulier. Des centaines de centres culturels, palais et clubs de la culture, coins rouges, bibliothèques et salles de lecture, centres d'informations, cinémas, etc., ont été mis à la disposition des travailleurs. De vastes activités culturelles et artistiques sont menées en leur sein. Dans les lieux de travail, les troupes théâtrales, les groupes de chants et de danses se comptent en grand nombre. Les représentations qu'ils donnent sont d'un niveau idéologique et artistique élevé. Elles développent plus avant le contenu de classe et la forme nationale de notre art, et contribuent ainsi à l'élévation du niveau de formation idéologique et artistique des travailleurs, ce qui leur permet de passer leurs loisirs d'une manière plus fructueuse et plus cultivée. En cette matière, on tient compte des enseignements du camarade Enver Hoxha, qui indique que «la culture et l'art ne créent, pas directement des biens matériels, mais leur influence sur les masses est très grande et elle se reflète puissamment non seulement sur la vie spirituelle des travailleurs, mais aussi dans le travail et la production.»

Les travailleurs consacrent aussi leur temps de repos à leur éducation physique et il est organisé à leur intention des activités de culture physique et sportives, des excursions, etc. A cette fin, ont été créés des centres touristiques dans les meilleurs centres climatiques du pays, comme à Theth, à Voskopojë, au Dajt et ailleurs, qui attirent des milliers d'excursionnistes parmi les travailleurs des villes. On y a construit des centaines de terrains de sport, de gymnases, de stades, etc.

Le repos des travailleurs après le travail est un très important problème social. Le repos bien organisé contribue à régénérer les énergies et à consolider la santé, à réduire les maladies et les accidents, concourant directement par là les rendements du travail et à aguerrir les citoyens pour la défense de la Patrie. C'est précisément pour cela que les dirigeants du pouvoir et de l'économie, les cadres et les activités des unions professionnelles veillent à organiser toujours mieux le repos des travailleurs, pour leur ménager des loisirs cultivés et actifs.

6 — La sécurité sociale pour tout le peuple, garantie par l'Etat.

« Les moyens matériels d'existence nécessaires en cas de vieillesse, de maladie ou de perte de capacité de travail sont assurés aux travailleurs de la ville et de la campagne ». (Article 46 de la Constitution)

La croissance et le développement de l'économie, du revenu national, et du fonds de consommation sociale ont permis d'étendre et de perfectionner le système de la sécurité sociale, en tant qu'institution de grande importance, qui assure aux travailleurs de la ville et de la campagne les moyens matériels en cas d'incapacité temporaire de travail, ainsi qu'en cas d'invalidité, de vieillesse et de perte du soutien de famille.

9. DEPENSES POUR LA SECURITE SOCIALE (%)	
1975	100
1980	149

A — Les principes fondamentaux de la loi sur les assurances sociales

Notre système de sécurité sociale repose sur les solides principes de l'humanisme socialiste et il contribue à accroître l'activité productive des travailleurs. Voici quelques-uns de ces principes :

a) Tous les travailleurs sont assurés

Les assurances sociales d'Etat en RPSA sont un droit inscrit dans la Constitution et elles sont appliquées obligatoirement, sans aucune exception ni limitation, pour les travailleurs salariés employés dans des entreprises, institutions, organisations, coopératives agricoles et ailleurs, indépendamment de la branche de l'économie ou du secteur où ils travaillent, du caractère permanent ou saisonnier de leur travail, du mode de rémunération.

Le travailleur jouit du droit à la sécurité sociale dès le moment où il est embauché même s'il n'a pas effectivement commencé à travailler.

Le droit à la sécurité sociale ne peut être suspendu en aucun cas tant que l'ouvrier ou l'employé est titulaire de son emploi, bien plus, le travailleur conserve ce droit pendant une certaine période fixée, même après qu'il a quitté son travail.

L'ouvrier ou l'employé qui cesse son travail pour suivre une école, des cours professionnels ou des études supérieures, continue d'être assuré tout au long de ses études ainsi que pendant une certaine période après la fin de son service militaire et après ses études.

La loi sur les assurances sociales d'Etat en RPSA prévoit l'octroi d'aides et de prestations diverses non seulement à l'assuré, mais aussi aux membres de sa famille. Ces derniers conservent le droit au secours que leur verse le soutien de famille en cas de maladie de celui-ci, et bénéficient d'une pension en cas de décès de l'assuré. Sont considérés comme faisant partie de la famille de l'assuré et peuvent être à sa charge ses enfants, petits-enfants, frères, soeurs, son conjoint, ses parents, ses adoptants, ses grands-parents et beaux-parents.

Les assurances sociales d'Etat s'étendent également aux retraités et à leurs familles, indépendamment de la retraite qu'ils touchent, aux militaires du service actif et permanent, aux personnes chargées de naissions et de tâches sociales et publiques pour sauver des vies humaines ou pour protéger le patrimoine social commun, etc.

En 1972, le système de la sécurité sociale a été étendu aussi aux membres des coopératives agricoles. C'est ainsi que leur sphère d'action est des plus vastes. Elle englobe toute la population active, y compris les familles des travailleurs.

b) Les travailleurs sont assurés gratuitement

Les travailleurs de la RPSA n'ont aucune obligation financière en matière d'assurances sociales.

Les fonds nécessaires à la sécurité sociale, sont créés, aux termes de l'article 3 de la loi :

- a) Par les versements des entreprises, institutions, et organisations d'Etat et sociales ;
- b) Par le budget d'Etat.

«L'Etat couvre les dépenses des assurances sociales lorsque leur fonds est insuffisant.»

Les prestations de la sécurité sociale d'Etat sont calculées en fonction des salaires des travailleurs dans la proportion et selon les règles fixées par le gouvernement. C'est ainsi que les droits appartenant aux assurés sont entièrement garantis.

Les dépenses de la sécurité sociale s'accroissent chaque année. Cet accroissement n'est pas dû seulement à l'augmentation continue du nombre des assurés et de leur salaire, mais aussi à l'élévation du taux des prestations et des pensions de retraite ainsi qu'à l'extension des mesures prophylactiques pour la protection de la santé, à l'accroissement du nombre des maisons de repos réservées aux ouvriers et aux pionniers, des centres climatiques et autres. Ainsi ces dépenses sont passées de 12.800.000 leks en 1950, à 93.800.000 leks en 1960 et à 473.500.000 leks en 1975, soit 37 fois plus qu'en 1950.

c) Les avantages que les ouvriers et les employés tirent de la sécurité sociale

Le système de la sécurité sociale d'Etat en Albanie a pour trait la variété des prestations, des pensions, des services divers accordés aux assurés et à leurs familles.

Selon l'article 2 de la loi, l'assuré, à part l'assistance médicale gratuite, dispensée à tous les citoyens de la République Populaire Socialiste d'Albanie, bénéficie aussi :

- Des prestations en cas d'incapacité temporaire, en cas de 'maladie, de quarantaine, d'accident, de congé de grossesse et d'accouchement ;
- De l'aide pour la protection de la santé, sous forme de séjour dans les sanatoriums et les instituts prophylactiques, de traitements dans des stations climatiques ou thermales, d'alimentation dans les cantines diététiques, de relaxation dans les maisons de repos réservées aux ouvriers, employés et à leurs enfants, de facilités pour l'exercice de la culture physique, du tourisme et pour le travail

extrascolaire auprès des enfants, ainsi que de secours en argent pendant les périodes de réadaptation au travail, de grossesse et d'accouchement et d'indemnités d'enterrement ;

De pensions de retraite — de vieillesse, d'invalidité, d'ancienneté de service et pour mérites particuliers.

Notre sécurité sociale veille donc sur l'homme depuis sa naissance et tout au long de son existence, en lui assurant les conditions matérielles convenables en cas d'incapacité de travail.

d) L'application du principe socialiste de répartition «De chacun selon ses capacités, a chacun selon le travail»

Dans l'octroi de prestations diverses la loi se fonde sur le principe socialiste «de chacun selon ses capacités à chacun selon le travail fourni», ce qui trouve sa pleine expression dans le fait que les prestations et les pensions sont calculées en fonction du salaire moyen de l'assuré au cours d'une période déterminée, en fonction de l'ancienneté totale au travail, de la difficulté de chaque tâche, de l'âge et du sexe. Des avantages plus marqués sont prévus pour les mineurs de fond et pour ceux qui affectés à des travaux pénibles, pour les travailleuses au cours de la période de grossesse et d'accouchement, pour les jeunes de moins de 20 ans, pour ceux qui ont oeuvré pour la Renaissance nationale, pour les anciens combattants de la Lutte de libération nationale, etc.

e) Les travailleurs dirigeant eux-mêmes la sécurité sociale

La loi prévoit que la sécurité sociale doit être gérée par les travailleurs eux-mêmes. Ce principe trouve son application dans les aspects suivants :

Premièrement, la sécurité sociale est entre les mains de l'Etat de dictature du prolétariat, dirigé par le PTA, qui a pour loi suprême de veiller à la satisfaction des besoins matériels et culturels toujours croissants des masses travailleuses.

Deuxièmement, nos travailleurs ont le droit de faire des remarques, des suggestions, des demandes et des réclamations, et ils peuvent s'adresser directement aux organismes d'Etat de la sécurité sociale ou aux organes chargés de la défense de la légalité, chaque fois qu'ils jugent que leurs droits ont été lésés. Ces organes ont pour devoir d'analyser attentivement, avec des documents à l'appui et dans un délai déterminé, les demandes des travailleurs et de leur donner la réponse requise.

Troisièmement, les unions professionnelles et autres organisations de masse, guidées par le Parti, jouent un rôle actif dans l'élaboration ainsi que dans le contrôle de l'application de la loi, dans la mise en oeuvre des autres dispositions juridiques et dans l'activité des organismes de la sécurité sociale d'Etat, elles font des remarques et des propositions pour amender la loi et les autres dispositions légales ainsi que pour améliorer les services à l'intention des travailleurs, et, suivant le cas, elles interviennent par la voie administrative, quand elles constatent que la loi a été enfreinte au préjudice des assurés.

Ainsi est préservé dans le domaine de l'administration également le caractère profondément démocratique de notre sécurité sociale, et s'accroît le contrôle direct de la classe ouvrière et de la paysannerie, des unions professionnelles et des organisations de masse en vue de la défense des droits des travailleurs.

B — Les prestations en argent en cas de maladie ou d'accident

Le travailleur bénéficie de l'assurance maladie lorsqu'il cesse de percevoir son salaire pour des raisons de maladie ou d'incapacités physiques, dont le traitement nécessite une suspension de travail.

La maladie, qui naguère alarmait les familles et leur causait des difficultés matérielles, est actuellement l'objet du soin de la société tout entière. Les travailleurs ont non seulement droit aux soins gratuits avec tous les traitements indiqués, quels qu'en soient la durée et le coût, mais ils reçoivent aussi une indemnité de la sécurité sociale, pour toute la période de leur incapacité de travail.

Le taux des secours pour incapacité est fixé en fonction du salaire moyen journalier des derniers mois ainsi que de l'ancienneté de service. Dans l'ancienneté est incluse la totalité de la période d'emploi du travailleur sans égard aux interruptions éventuelles.

Le taux de la prestation versée en cas d'incapacité temporaire de travail est de 70% du salaire moyen journalier si le travailleur a moins de dix ans d'ancienneté de travail et de 85% s'il en a davantage. Pour les travailleurs des mines affectés de façon permanente aux travaux de fond le taux de la prestation est de 80% du salaire moyen journalier, pour une ancienneté de travail de moins de 5 ans, et de 95% pour une ancienneté de 5 ans ou plus.

Lorsque l'incapacité temporaire de travail est due à un accident de travail ou à une maladie professionnelle, les prestations accordées sont de 95% du salaire moyen journalier et, pour les mineurs de fond, de 100%. Pour les invalides des III^e et IV^e groupes de la Lutte de libération nationale, la prestation en cas d'incapacité temporaire est de 95%, indépendamment de l'ancienneté de service. Ce taux supérieur au bénéfice de ces travailleurs est justifié par le fait que cette incapacité a principalement son origine dans des activités d'une particulière utilité sociale.

Dans ces conditions, les prestations sont versées lorsque :

— l'assuré est contraint à l'isolement et mis en observation parce qu'une personne de son entourage est atteinte d'une maladie contagieuse ;

— son état de santé l'oblige à être affecté à un autre travail plus approprié ou à travailler avec un horaire réduit. L'aide qui lui est alors accordée atteint le montant du salaire précédent ;

— il est envoyé faire une cure dans une station climatique ou thermale.

Les aides en cas de maladie ou d'accident sont accordées depuis le premier jour d'incapacité et jusqu'à la guérison complète, ou bien jusqu'à la définition du groupe d'invalidité et à l'octroi d'une pension. Notre système de sécurité sociale ne connaît pas la période d'attente ou de carence du service de sécurité sociale, qui, dans certains pays, va de 3-7 jours, et au cours de laquelle le travailleur ne touche rien. Les secours sont versés sur la base des rapports délivrés par les médecins des institutions sanitaires. Lorsque la durée de l'invalidité temporaire de travail atteint 6 mois et, pour les invalides, 3 mois dans une année, le travailleur doit se présenter devant la Commission d'expertise médicale du travail (CEMT), qui a le droit de prolonger la durée de l'incapacité lorsqu'elle le juge nécessaire pour que le malade recouvre sa capacité, et qui fixe le degré d'incapacité de travail et le groupe d'invalidité. Ainsi, en cas de maladie, le travailleur est pleinement assuré jusqu'à sa guérison complète.

Les prestations sont versées dans leur totalité même lorsque le travailleur se fait hospitaliser, indépendamment du fait qu'il est soigné, logé et nourri gratuitement.

A part ces prestations versées par l'Etat, les unions professionnelles, de leur côté, veillent avec la plus grande sollicitude à la santé de leurs membres. Elles disposent de fonds spéciaux pour subvenir aux besoins des camarades en cas de besoin, surtout quand ceux-ci ont des enfants à leur charge. Elles dépensent à cette fin la moitié de leurs rentrées. Les coopératives agricoles font également preuve du plus grand soin pour leurs membres.

Dans ces conditions, les travailleurs de la RPSA ont leur avenir assuré, ils n'ont aucune inquiétude quant à leurs moyens d'existence en cas de maladie ou d'accident.

C — La sécurité sociale pour la mère et l'enfant

Pour l'ouvrière, les lois prévoient une série de facilités qui lui permettent de s'acquitter plus aisément de sa tâche de travailleuse, de mère et de ménagère. L'emploi des femmes à des travaux pénibles est interdit par la loi. Les dirigeants d'entreprises sont tenus de respecter rigoureusement cette disposition et de s'en tenir à la liste des travaux de force, approuvée par l'administration centrale d'Etat, auxquels il est interdit d'employer des femmes.

Les travailleuses, pendant leur période de grossesse et tant qu'elles allaitent leurs enfants, ne peuvent être envoyées en service, hors du lieu où elles sont domiciliées, ni affectées à des travaux de nuit ou supplémentaires. Les femmes allaitant leurs enfants, peuvent quitter leur lieu de travail toutes les trois ou quatre heures pour allaiter leurs enfants. La durée de ces suspensions n'est pas fixée, elle est fonction de la distance entre leur domicile et leur lieu de travail. Elle peut durer d'une à deux heures, sans toutefois être en aucun cas inférieure à 1/2 heure. Cette suspension s'intègre dans le temps de travail et est rémunérée par l'entreprise.

Quiconque refuse d'embaucher ou licencie une travailleuse parce qu'elle est enceinte est puni par la loi.

Pendant sa période de grossesse, la femme a le droit de demander sa mutation à une tâche moins pénible et l'administration de l'entreprise ou de l'institut concernés est obligée de satisfaire sa demande. Si à ce nouvel emploi elle touche un salaire inférieur à la moyenne de son salaire précédent, la différence lui est versée par la sécurité sociale.

La femme ouvrière ou employée, en cas de grossesse ou d'accouchement, a droit à un congé rémunéré à 80% de son salaire moyen. Le congé de grossesse et d'accouchement dure 12 semaines ; il commence 35 jours avant la naissance présumée de l'enfant et finit 49 jours après. Lorsque la femme a un accouchement difficile et qu'elle met au monde plus d'un enfant à la fois le congé dure 13 semaines et le congé post-natal s'étend à 56 jours.

Les femmes travaillant dans la production, dans des secteurs où le travail est relativement pénible, bénéficient d'un congé de grossesse et d'accouchement de 14 semaines, 45 jours avant et 53 jours après, et en cas d'accouchement difficile ou de naissance simultanée de plus d'un enfant, le congé est de 15 semaines et s'étend de 45 jours avant 60 jours après l'accouchement.

Les mêmes conditions sont appliquées pour le congé pré et postnatal aux femmes, membres des coopératives agricoles. Si à la fin du congé les médecins jugent nécessaire une nouvelle période de congé jusqu'à la ré-acquisition de sa pleine capacité, ils lui accordent un congé médical qui est payé par la sécurité sociale.

La femme qui a terminé son congé a droit à un congé non payé qui peut aller jusqu'à trois mois. Au cours de cette période, elle conserve son emploi, dans la catégorie qui était la sienne, dans la même entreprise, institution ou organisation. La mère travailleuse dont l'enfant tombe malade, a le droit, sur la base d'un rapport médical, de s'absenter pendant un certain temps de son travail, pour prendre soin de son enfant. Cette période est indemnisée par la sécurité sociale. En cas d'accouchement, la mère travailleuse, même si elle est à ce moment sans emploi, reçoit, de la sécurité sociale par l'intermédiaire du père, un secours immédiat pour les frais de layette et autres allant jusqu'à 200 leks.

Les dépenses pour le congé de grossesse et d'accouchement s'élevaient en 1975 à 35.960.000 leks soit 2,7 fois plus qu'en 1960.

Le pouvoir populaire respecte et honore les mères qui mettent au monde, élèvent et éduquent leurs enfants, la nouvelle génération de l'Albanie Socialiste, les bâtisseurs de l'avenir, du communisme. Les mères de plusieurs enfants sont honorées et récompensées par la société. L'Assemblée populaire les décore de divers ordres et médailles, comme ceux de «mère héroïne», de «gloire à la mère» et de la «médaille à la mère». Aux termes de la loi des assurances sociales d'Etat, la femme travailleuse qui a mis au monde et élevé plus de 6 enfants jusqu'à l'âge de 8 ans jouit pour l'octroi de sa pension de vieillesse de conditions privilégiées. Elle a en effet droit à la retraite dès l'âge de 50 ans avec une ancienneté de service réduite à 15 ans.

D — La retraite, important problème social

Sous les régimes antipopulaires du passé, le travailleur albanais souffrait à tout âge et à plus forte raison pendant sa vieillesse. La situation d'une famille devenait encore plus tragique lorsque son chef mourait. Les années de travail pénible d'ans le pays ou en émigration, ne servaient qu'à enrichir les capitalistes. Lorsque l'ouvrier n'était plus en état de travailler, il ne recevait aucun secours et, à sa mort, sa famille n'avait droit à aucune aide. Les difficultés quotidiennes, l'insécurité du lendemain, ne cessaient de tourmenter la vie de l'ouvrier. Et cela tenait particulièrement au fait que sa famille et lui n'avaient pas droit à la retraite, et que lorsqu'il vieillissait, ou devenait invalide, lui et sa famille étaient réduits à une condition lamentable, et à sa mort, les siens étaient dépourvus de tout.

En RPSA est en vigueur un système complet de retraites très avantageux pour les travailleurs. Au cours des années de pouvoir populaire les retraites sont devenues un élément indispensable de la vie sociale des travailleurs de la ville et de la campagne, elles leur assurent les moyens matériels indispensables pendant leur vieillesse, et en cas d'invalidité ou de mort du soutien de famille. Ce système de retraites comporte aussi un élément moral de grande importance, qui consiste dans la sollicitude témoignée par notre régime social socialiste à nos travailleurs.

En 1975 il a été dépensé pour les retraites 344.800.000 leks soit environ 41 fois plus qu'en 1950 et 7,8 fois plus qu'en 1960. Les dépenses pour les retraites représentent plus de 72% du budget des assurances sociales.

L'augmentation des dépenses pour les retraites est due non seulement à l'accroissement numérique des pensions, mais aussi à la hausse du salaire moyen de base et de leur montant, hausse réitérée à plusieurs reprises au cours de cette période.

10. AUGMENTATION DES PENSIONS DE RETRAITE (%)	
1975	100
1980	136

La loi sur les assurances sociales connaît les différentes formes de pensions suivantes :

1. Pensions de vieillesse
2. Pensions d'invalidité
3. Pensions familiales
4. Pensions pour mérites particuliers
5. Pensions pour ancienneté de service

Le système des pensions englobe toutes les personnes assurées à la ville et à la campagne, les invalides de la Lutte de libération nationale et les familles de martyrs tombés dans cette lutte, les militaires du service permanent, les personnes s'étant acquittées de missions spéciales d'Etat ou autres, ainsi que les élèves et étudiants qui deviennent invalides au cours de leur période de travaux pratiques.

a) Vieillesse active et assurée

Le travail est un honneur et un devoir pour tout citoyen de la République Populaire Socialiste d'Albanie. Les Albanais se sont distingués dans les siècles non seulement comme un peuple vaillant, loyal, intrépide, et combattant indomptable mais aussi comme un peuple laborieux, inlassable et talentueux. Mais nul n'est à l'abri de la vieillesse. Le travailleur qui a tant aimé son travail et son métier, se voit obligé de renoncer à une activité intense. Pour les travailleurs d'Albanie cette exigence naturelle est pleinement satisfaite.

Aux termes de la loi, le travailleur, à la ville et à la campagne, qui atteint l'âge de retraite et a l'ancienneté de service requise, bénéficie d'une pension de vieillesse. Les exigences d'âge et d'ancienneté de service varient en fonction des difficultés et de l'importance de l'activité du travailleur. Sous cet aspect, les tâches et les travailleurs se divisent en trois catégories :

La première comprend les travailleurs des mines, de l'aviation, les scaphandriers, les métallurgistes, les radiologues et des travailleurs d'autres professions difficiles. Les travailleurs de cette catégorie bénéficient d'une pension de vieillesse à 50 ans et après 20 ans d'activité ; les travailleuses à 45 ans après 15 ans de travail.

La deuxième catégorie comprend, entre autres, les travailleurs des mines affectés à des tâches en surface de l'industrie du pétrole, du ciment, des industries chimiques, céramiques du verre, des matières plastiques et les enseignants. Les travailleurs de cette catégorie sont admis à la retraite à 55 ans, avec une ancienneté de service de 25 ans pour les hommes, et à 50 ans avec une ancienneté de service de 20 ans pour les femmes.

La troisième catégorie comprend tous les travailleurs des autres secteurs, qui ont droit à la retraite à 60 ans après 25 années de travail, pour les hommes, et à 55 ans et après 20 années de travail, pour les femmes.

Les membres des coopératives agricoles prennent leur retraite à l'âge de 65 ans, pour les hommes, et à l'âge de 55 ans pour les femmes. Les aveugles, sourds-muets et ceux qui étaient inclus dans le 1^{er} et le 2^e groupes d'invalidité avant d'être embauché, touchent une pension de vieillesse à l'âge de 50 ans, pour les hommes, à condition d'avoir une ancienneté de service de 15 ans, et à 40 ans pour les femmes, à condition qu'elles aient travaillé 10 ans.

La pension vieillesse est fixée à 70% du salaire moyen mensuel, calculé sur les 3 dernières années de travail continu dans les dix dernières années d'activité.

La pension vieillesse ne peut être inférieure à 350 leks ni supérieure à 700 leks par mois, ce qui maintient le rapport de 1 à 2, qui existe dans le système des salaires.

Est considérée comme période de travail valable aux effets de la retraite toute la période de travail accomplie depuis le 28 novembre 1912 jusqu'à ce jour, indépendamment du fait que le travailleur n'a pas été assuré avant la Libération. Est également pris en compte le temps passé en émigration pour des raisons politiques et toute période d'emprisonnement ou d'internement pour activité patriotique. La période de la Lutte de libération nationale est calculée au double comme ancienneté de service pour tous ceux qui ont participé activement à des guérillas de partisans ou aux organes du pouvoir populaire exerçant leur activité non seulement dans les zones libérées mais aussi dans les villes encore occupées.

Mais nos travailleurs, fidèles à la voie que leur éclaire le Parti, ne renoncent pas, une fois retraités, à leur activité en faveur du socialisme et de la révolution, ils se mobilisent dans les organisations de masse, se consacrent à l'instruction des jeunes travailleurs et à d'autres travaux utiles, en particulier aux travaux ruraux, en ayant constamment à l'esprit les mots du camarade Enver Hoxha «l'âge peut bien venir mais nos coeurs ne vieillissent jamais. Jusqu'à la fin de notre existence, nous serons un feu inextinguible, attisé par le Parti, qui nous inspire, nous guide et nous rajeunit chaque jour davantage dans nos idées, dans nos jugements et dans nos actions.»

b) La pension d'invalidité

Les travailleurs, employés et autres ayants droit aux termes de la loi, bénéficient d'une pension d'invalidité en cas de perte totale ou partielle de leur capacité de travail.

Les invalides, selon le degré de perte de capacité de travail, sont divisés en quatre groupes qui comprennent respectivement :

Le premier, tous ceux qui ont perdu totalement leur capacité de travail et ont besoin des services d'autrui dans leur vie quotidienne ;

Le deuxième, ceux qui ont perdu totalement leur capacité de travail ;

Le troisième, ceux qui ont perdu leur capacité de travail dans leur métier et dans tout autre métier, mais qui, dans des conditions particulières, sont en mesure d'effectuer des travaux faciles ; ainsi que ceux qui sont frappés de diminutions physiques (mutilations graves, etc.) ;

Le quatrième, ceux qui ne sont plus capables de travailler régulièrement dans leur métier, mais qui sont en état de le faire à horaire réduit, ou qui peuvent se consacrer à un autre métier de qualification inférieure.

Suivant les groupes, la pension d'invalidité est fixée au taux suivant du salaire moyen mensuel :

1 ^{er} groupe	85%
2 ^{ème} groupe	70%
3 ^{ème} groupe	60%
3 ^{ème} groupe	40 %

Dans le cas où l'invalidité a été causée au cours de la Lutte de libération nationale ou qu'elle est due à un accident survenu dans le travail ou à la suite de quelque maladie professionnelle, la loi accorde à l'intéressé une augmentation de 10% sur la pension normale, et cela sans égard à l'ancienneté de service. Les invalides se voient créer toutes les possibilités pour leur réadaptation physique ou professionnelle afin d'être affectés à un travail approprié. Il leur est dispensé gratuitement une instruction professionnelle dans des écoles et des cours particuliers. Il leur est fourni les moyens et appareils nécessaires pour leur réadaptation. Ils jouissent d'une priorité pour l'octroi de bourses et d'études, etc. Selon les recommandations des commissions d'expertise médico-ouvrière (CEMT), les invalides des 3^e et 4^e groupes se voient assurer un travail facile ou approprié à leur état de santé. Aux termes d'une décision spéciale du gouvernement, ces travaux sont réservés exclusivement aux invalides. La pension d'invalidité constitue pour les travailleurs non seulement un important secours matériel mais aussi un instrument prophylactique, en ce qu'elle les aide considérablement à consolider leur santé, et à se réadapter au travail et à la vie.

c) La pension familiale

En cas de disparition du soutien de famille, ceux qu'il avait à sa charge touchent une pension. Elle est accordée suivant les conditions mêmes requises pour l'octroi de la pension d'invalidité. Lorsque le décès de l'assuré est survenu dans un accident de travail ou des suites d'une maladie professionnelle, ou s'il est mort pendant la Lutte de libération nationale, l'assuré bénéficie de cette allocation, totale ou partielle, indépendamment de l'ancienneté de service, et lorsque le décès survient des suites d'une maladie générale ou d'un accident qui ne se rattache pas au travail, la pension est versée à raison de l'ancienneté de service de l'assuré au moment de sa mort.

Une pension familiale est accordée aux enfants à la mort de l'un des parents même si l'autre continue de travailler. Lorsque les enfants restent orphelins de père et de mère, la pension leur est calculée sur les salaires des deux parents ; il est procédé de même pour les parents qui perdent les enfants qui les ont à leur charge. La pension familiale versée est de l'ordre suivant :

Pour les familles de 3 membres ou plus	65%
Pour les familles de 2 membres	50%
Pour les familles de 1 membre	40%

L'institution de la pension familiale a mis fin une fois pour toutes à la vie malheureuse des orphelins, des veuves et des vieillards. Ils jouissent à présent de toutes les conditions matérielles, leur permettant de vivre décentement et les enfants ont toutes les possibilités de s'instruire et d'assurer leur avenir.

d) Les pensions pour mérites particuliers

Le peuple albanais a toujours honoré ceux qui ont lutté l'arme à la main ou qui ont apporté une éminente contribution à la liberté et à l'indépendance de la Patrie, à la sauvegarde de l'honneur national, à la démocratie et au socialisme, à l'épanouissement de l'Albanie.

La pension pour mérites particuliers est accordée aux patriotes de la Renaissance nationale et des mouvements populaires pour la liberté, pour la terre et pour les droits sociaux, qui, au mépris des difficultés et des sacrifices, dans une lutte inégale contre les nombreux et farouches ennemis, intérieurs et extérieurs, n'ont jamais cessé de combattre pour la cause du peuple ; à tous ceux qui ont pris part au mouvement de la Renaissance nationale, aux mouvements populaires et au mouvement de la Lutte de libération nationale et qui ont milité à l'étranger pour la cause antifasciste. En leur accordant cette pension, notre peuple honore tous ses fils qui se sont distingués dans les divers domaines de la construction socialiste, dans les sphères de la science, de la technique, de la culture, des arts et dans leur activité publique, sociale et économique en apportant une contribution importante au renforcement du pouvoir populaire et à la construction du pays. Par décision du Conseil des ministres de la RPSA, il est accordé à ces personnes et à leurs familles une pension pour mérites particuliers, lorsqu'ils deviennent inaptes au travail ou lorsqu'ils atteignent l'âge de 55 ans pour les hommes et de 50 ans pour les femmes. A la mort du bénéficiaire de cette pension, celle-ci continue d'être versée aux membres de sa famille selon les modalités fixées par la loi.

e — La sollicitude pour les personnes privées de tout soutien

Les personnes inaptes au travail en raison de leur âge ou de leur mauvais état de santé, n'ayant droit à aucune pension et privées de tout soutien sont aidées par l'Etat, qui leur accorde une pension prélevée sur les fonds spéciaux affectés à l'assistance sociale. En outre, les vieillards ou les personnes inaptes au travail pour des raisons de santé sont accueillis dans des asiles. Ceux-ci hébergent les vieillards ou les inaptes au travail en raison d'une maladie ou d'un défaut physique, qui sont dans l'impossibilité de vivre chez eux parce qu'ils n'ont personne qui puisse prendre soin d'eux. Ces personnes y jouissent de la sollicitude maternelle de notre société socialiste et de conditions d'existence aussi satisfaisantes que possible. Ces établissements sont gérés par le ministère de la Santé publique, et tous les frais en sont couverts par l'Etat. Pour les orphelins sans autre soutien il existe des maisons d'enfants qui sont des écoles-internats, où ils vivent et s'instruisent. Après le cycle d'études de 8 ans, ces enfants sont envoyés par les maisons d'enfants, en tant que boursiers, dans d'autres écoles, selon leurs aptitudes et leurs aspirations. Ces études finies, certains d'entre eux sont envoyés à l'université, ou sont affectés à divers emplois, selon leur spécialité.

Le pouvoir populaire veille particulièrement aussi sur les enfants aveugles ou sourds-muets. L'Etat a créé à leur intention des institutions spéciales, où les enfants apprennent à lire et à écrire. Quand ils terminent le cycle d'études de ces établissements, ils sont envoyés comme boursiers dans d'autres écoles d'enseignement général ou professionnel. Il existe aussi des établissements spéciaux à l'intention des enfants débiles mentaux. Ils y sont soumis à un traitement particulier pour améliorer leur état. En outre, ils y apprennent à lire et à écrire et, selon leurs inclinations et leurs aptitudes, à exercer quelque travail utile.

C'est ainsi qu'en RPS d'Albanie il a été mis fin une fois pour toutes aux misérables conditions de vie du passé. L'Etat veille sur tous les citoyens et il n'y a plus de gens sans aide ni protection, réduits à la mendicité. Le régime social socialiste a assuré à tous les citoyens de dignes conditions d'existence.

Nombre de pays capitalistes et révisionnistes sont aussi dotés d'un système de sécurité sociale. C'est là une réforme économique et sociale dictée avec force par l'ensemble du processus du développement capitaliste, par la lutte résolue de la classe ouvrière contre l'exploitation. Mais il va de soi que, comme toute réforme, la sécurité sociale n'abolit pas l'exploitation. Celle-ci, au contraire, s'y accentue encore davantage et prend de nouvelles formes, plus subtiles et mieux camouflées.

Les idéologues bourgeois et révisionnistes cherchent à expliquer l'existence de la sécurité sociale par le prétendu «humanisme des capitalistes», et par la prétendue tradition de longue date qui veut que «le riche aide le pauvre» c'est-à-dire par l'esprit de charité et les réformes des capitalistes, etc.

Les concessions économiques et sociales que fait la bourgeoisie ne sont pas une manifestation de sa générosité, mais le résultat de la lutte de la classe ouvrière et de la pression que celle-ci exerce sur la bourgeoisie.

Historiquement, on sait que les assurances sociales, ont été instituées pour la première fois par la loi en Allemagne de 1883 à 1889. La bourgeoisie allemande s'y est résolue après avoir constaté que «la loi contre les socialistes» en vertu de laquelle fut menée une terreur à grande échelle, au cours de laquelle furent tués, emprisonnés et persécutés des milliers et des milliers d'ouvriers et de militants révolutionnaires, n'a pas donné les résultats requis. Alors, pour calmer la haine et la lutte de la classe ouvrière, la bourgeoisie avec à sa tête Bismarck, changea de tactique ; au lieu du «bâton, elle offrit aux ouvriers la «carotte» et elle accéda à certaines revendications des travailleurs.

Mais même lorsqu'elle fait des concessions, la bourgeoisie a des desseins politiques déterminés, surtout pour donner l'illusion de sa générosité, du bien-être sous le capitalisme, pour créer l'aristocratie de la classe ouvrière et surtout pour la diviser. A cette fin, elle a recouru à des formes multiples. C'est à cela qu'il faut attribuer le fait qu'en France par exemple, outre le système général de sécurité sociale, sont en vigueur sept autres systèmes intéressant 2.500.000 travailleurs, soit 30% des travailleurs assurés, entre autres les hauts fonctionnaires, les militaires de carrière, les gardiens de la paix, le personnel de la société nationale des chemins de fer, les travailleurs des mines, les agents de l'électricité et du gaz, les marins de la marine marchande et de pêche etc.

La bourgeoisie fait l'impossible pour garder le système de sécurité sociale sous son contrôle, de façon à le financer en grevant le budget des travailleurs et à le maintenir tronqué, limité. Ainsi les travailleurs sont obligés de payer eux-mêmes une bonne partie des cotisations, qui dans certains pays atteignent de 25 à 50% des frais, comme c'est le cas en Suisse où la contribution des travailleurs représente 40% du fonds de la sécurité sociale.

Dans ces pays l'indemnité pour incapacité temporaire de travail, pour cause de maladie, d'accident de travail ou de maladie professionnelle, n'est versée que de 3 à 7 jours après le début de l'incapacité et elle est d'un taux très bas. C'est ainsi par exemple qu'aux USA elle n'est versée que le 7^e jour et elle se monte à 50-67% du salaire. En France, en Italie, en Belgique en Hollande, etc., l'indemnité ne porte pas sur les 3 premiers jours. En France et en Italie, elle ne représente au début que 50% du salaire et après 20 à 30 jours de maladie elle en atteint à peine les 2/3. L'octroi d'un secours d'un taux peu élevé, et surtout après 3-7 jours, signifie pratiquement que la majorité des ouvriers est privée de l'allocation pour incapacité temporaire, car en fait, dans 60% des cas la durée de l'incapacité temporaire est de 3 à 7 jours.

La retraite aussi existe seulement à des âges plus avancés et le taux de la pension est inférieur. C'est ainsi qu'en Norvège et en Islande la retraite est accordée à l'âge de 70 ans pour les deux sexes, aux USA, au Mexique, en Belgique, en Pologne, en RD Allemande, à 60 ans pour les femmes et 65 ans pour les hommes. En France, les travailleurs qui prennent leur retraite à 60 ans, touchent 20% de leur salaire, à 65 ans 40% et à 70 ans 60%. Ainsi, les ouvriers sont obligés de continuer de travailler à des âges très avancés, ce qui nuit gravement à leur santé et fait qu'une bonne partie d'entre eux meurent avant d'accéder à la retraite. Cet état de choses procure de grands avantages aux institutions capitalistes de la sécurité sociale qui glanent les cotisations des travailleurs et réduisent leurs frais au minimum.

L'expérience historique de la lutte de la classe ouvrière du monde entier et de celle de notre pays, confirme que les intérêts fondamentaux des ouvriers et des masses travailleuses, partant, l'institution d'un système de sécurité sociale pour tout le peuple, à un niveau élevé, prévoyant toutes les éventualités, et garanti par l'Etat, ne peuvent être satisfaits qu'avec le triomphe de la révolution prolétarienne sur la bourgeoisie et l'instauration de la dictature du prolétariat.

V — Indices démographiques des plus élevés au monde

Les transformations révolutionnaires économiques et sociales, l'élévation du bien-être des masses et la lutte intense et organisée pour la défense de la santé des travailleurs, ont pour effet direct de faire croître la population et de prolonger la durée moyenne de vie.

L'Albanie, en 1923, comptait, selon la première statistique démographique, 803.950 habitants. Avant la Libération, de 1924 à 1938, le rythme moyen annuel d'accroissement de la population était de 1,7% et la population atteignit en 1938 1.040.000 habitants. Après le Libération, le rythme moyen annuel de croissance démographique a été de 2,6% et la population en 1976 a atteint 2.500.000 habitants, soit 2,4 fois plus qu'en 1938. Avant la Libération un nouveau-né sur deux mourait. Aujourd'hui pour un décès on a quatre naissances. La durée moyenne de vie en 1938 était de 38 ans, alors qu'en 1975 elle a atteint 69 ans.

Notre pays a une population jeune dont la moitié environ n'a pas plus de 20 ans. Plus de 68% de la population est née, a agrandi et a été éduquée au cours des années du pouvoir populaire. Cette nouvelle nature de la population est le gage de la force et de la vitalité nécessaires, pour assurer le développement dynamique, économique et social du pays dans la voie indiquée par le VII^e Congrès du PTA. L'industrialisation socialiste du pays, la création et le développement des diverses branches de l'économie et de la culture ont entraîné l'accroissement de la population urbaine et de sa part dans la population totale. La population rurale s'est accrue également bien que sa part ait diminué. Actuellement la population rurale représente 66% de la population totale et la population citadine 34%. Ce rapport, qui, suivant les orientations du Parti et du 6^e plan quinquennal sera maintenu à l'avenir, constitue un grand succès de la politique qu'a suivie notre Parti en ce qui concerne le développement des forces productives en général et particulièrement pour réduire les différences essentielles entre la ville et la campagne.

Ce succès apparaît plus évident si on le confronte à la véritable tragédie que connaît le monde capitaliste-révionniste, où le processus de dépeuplement des campagnes et de leur dégradation qui s'accroît toujours plus, grossit par les grandes proportions qu'il a prises, l'armée des chômeurs. Les idéologues de la bourgeoisie réactionnaire s'efforcent de justifier la pauvreté, la misère et la disette qui existent dans ces pays par les théories réactionnaires sur la «surpopulation» ou en recourant à d'autres termes sonnantes mieux comme «la poussée de la population», «la bombe démographique» etc. Par ce poison idéologique, pseudo scientifique, les impérialistes et les sociaux-impérialistes s'efforcent de désorienter l'esprit des masses afin de détourner leur attention de la lutte des classes pour le renversement du régime d'exploitation, seul responsable de l'appauvrissement des masses.

Les brillantes réalisations accomplies par l'Albanie socialiste s'inscrivent en faux contre toutes ces thèses absurdes et confirment que seul le véritable socialisme est à même de résoudre les problèmes de la population du monde, du travail et du bien-être. Le développement ininterrompu de l'économie et de la culture au cours du 6^e quinquennat, grâce aux investissements considérables prévus pour les mesures sociales et culturelles et la juste politique du Parti et du gouvernement en matière de répartition des biens matériels, permettra d'améliorer encore le bien-être des masses travailleuses.

Les réalisations de l'Albanie socialiste pour le mieux-être des masses sont un témoignage de la supériorité du régime socialiste sur le régime capitaliste, dominé par la bourgeoisie, et sur le révisionnisme. Elles témoignent de l'application conséquente et créatrice des enseignements des classiques du marxisme-léninisme dans les conditions concrètes de notre pays, et de la juste ligne que suit le Parti du Travail d'Albanie avec à sa tête le camarade Enver Hoxha pour la construction complète de la société socialiste à la ville et à la campagne.

La classe ouvrière et les masses travailleuses de notre pays, affranchies de l'oppression et de l'exploitation, et conscientes du fait que seul le travail peut assurer le bien-être, ont mobilisé toutes leurs forces pour réaliser les objectifs dans les domaines l'éducation, de la production et du renforcement de la défense du pays, ainsi que les grandes tâches qui leur ont été assignées par le VII^e Congrès du PTA et le 6^e plan quinquennal.